ISSN 1022 – 2448

Horizons et débats
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél.: +41 44 350 65 50
Fax: +41 44 350 65 51
E-mail: hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6

Horizons et débats

7 mai 2007
7e année
No 17

AZA
8044 Zurich

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

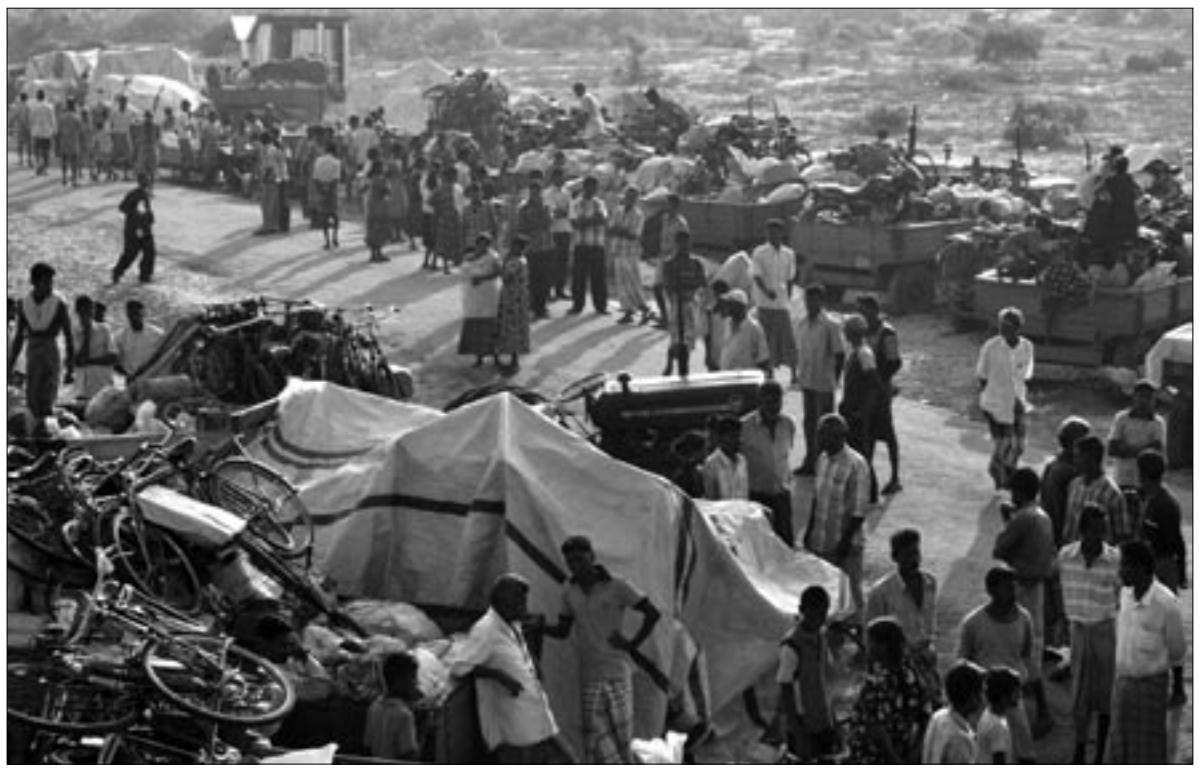
Edition française du journal *Zeit-Fragen*

«Bündnis Entwicklung hilft» demande des pressions politiques

Menace de catastrophe humanitaire au Sri Lanka

L'escalade militaire aggrave le problème des réfugiés

Ignorée du monde entier, une catastrophe humanitaire est en train de se produire sur la côte est du Sri Lanka où des dizaines de milliers de personnes fuient l'escalade de la guerre civile. C'est ce qu'a déclaré à Aix-la-Chapelle l'association *Bündnis Entwicklung hilft*, qui regroupe *Pain pour le prochain*, *Deutsche Welthungerhilfe*, *medico international*, *Misereor* et *Terre des hommes*. Les combats entre l'armée sri lankaise, les rebelles des *Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE)* et leur groupe dissident *Karuna*, échappent à tout contrôle. Depuis deux semaines, près de 160000 personnes se sont réfugiées dans la ville de Batticaloa. Plus de la moitié campent dans les rues, sur les places et dans les champs. Beaucoup souffrent de la faim et manquent de soins médicaux. *Thomas Seibert,* coordinateur pour l'Asie du Sud de *medico international*, a déclaré, au nom de *Bündnis Entwicklung hilft*: «La communauté internationale doit enfin faire quelque chose contre cette menace de catastrophe humanitaire. Elle doit faire pression sur le gouvernement sri lankais.»



Détresse des réfugiés au Sri Lanka – «C'est le gouvernement de Colombo qui est le principal responsable de l'escalade actuelle.» (photo keystone)

Retour forcé dans la région des combats truffée de mines

L'Armée continue de forcer des groupes entiers de personnes déplacées à retourner dans la région des combats. Elles y sont exposées aux tirs d'artillerie des belligérants et risquent de sauter sur des champs de mines.

De plus, les réfugiés ainsi que les habitants de Batticaloa sont attaqués par les paramilitaires du groupe *Karuna* qui se livrent à des pillages dans les rues et font la chasse, la nuit, aux femmes sans défense. Ces troupes paramilitaires qui se sont séparées des LTTE et collaborent maintenant avec l'Armée échappent à tout contrôle: elles se combattent même entre elles à propos du butin. Le groupe de *Karuna* enrôle de force des enfants.

On empêche systématiquement les organisations humanitaires de faire leur travail

Seibert déplore le fait que «non seulement l'Armée et le gouvernement ne s'occupent guère des personnes déplacées mais qu'ils empêchent les organisations humanitaires de faire leur travail». Ces dernières sont également attaquées par les rebelles du groupe *Karuna*. En raison du blocage de plusieurs routes d'accès, il est devenu presque impossible de ravitailler la région en biens de première nécessité.

Des dizaines de milliers de réfugiés ne sont ravitaillés que par la population civile de Batticaloa qui est pourtant elle-même dans le besoin. Les conditions d'hygiène sont catastrophiques car les gens sont obligés de faire leurs besoins dans les rues. A la suite de pluies extrêmement fortes, les diarrhées, les refroidissements et les fièvres se propagent de manière épidémique.

Le gouvernement fédéral doit empêcher la situation de s'aggraver

Sans une forte pression internationale, les belligérants ne reprendront pas les négociations. C'est le gouvernement de Colombo qui est le principal responsable de l'escalade actuelle. C'est pourquoi *Bündnis Entwicklung hilft* demande au gouvernement fédéral et au Bundestag d'accentuer, en collaboration avec l'Union européenne, la pression sur Colombo. «Il est non seulement plus humain mais aussi plus économique d'agir maintenant au lieu de devoir s'occuper des victimes après coup», rappelle Seibert.

Les partenaires sri lankais de *Bündnis Entwicklung hilft* s'engagent depuis des années dans les régions ravagées par la guerre civile en menant de nombreux projets d'aide au développement. Actuellement, ils soutiennent la mise à disposition et le transport de dispensaires mobiles afin de garantir les soins des personnes déplacées à Batticaloa.

Source: Communiqué de presse de *Bündnis Entwicklung hilft* du 11/4/2007 sur *www.entwicklung-hilft.de*
(Traduction *Horizons et débats*)

Crise génocidaire au Sri Lanka

Graves violations du droit international humanitaire

Lettre ouverte de Karen Parker, principale déléguée aux Nations unies de l'International Educational Development (IED) et présidente de l'Association des avocats humanitaires (AHL) adressée à la Haut-Commissaire des Nations unies pour les droits de l'homme Louise Arbour et au Conseiller spécial sur la prévention du génocide Juan E. Mendez

Madame la Haut-Commissaire,
Monsieur le Conseiller spécial,
Le 10 novembre 2006, l'*International Educational Development* (IED) et l'*Association des avocats humanitaires* (AHL) vous ont envoyé une lettre dans laquelle ils exprimaient leur profonde inquiétude à propos de la situation au Sri Lanka. Nous considérons aujourd'hui qu'elle s'est encore dégradée au point que le peuple tamoul de l'île, déjà sujet à un nettoyage ethnique, risque d'être victime d'un génocide.

Nous avons examiné pendant 24 ans la situation des droits de l'homme et du droit humanitaire dans le contexte du conflit et considérons qu'elle est particulièrement grave, le nombre total des victimes parmi les Tamouls étant considérable. Le fait que la guerre entre les forces gouvernementales et le mouvement des *Tigres de Libération de l'Eelam tamoul (LTTE)* se déroule presque exclusivement dans les régions tamoules et entraîne par conséquent des pertes chez les Tamouls ne nous empêche pas d'estimer qu'on a affaire à un génocide, en particulier parce que de nombreuses opérations militaires visent délibérément les civils tamouls et que la politique a dans l'ensemble pour but soit de tuer soit de chasser les Tamouls hors de leurs régions, si ce n'est hors de l'île.

Actuellement, la situation désastreuse des civils tamouls victimes de la guerre est encore aggravée par les violentes diatribes anti-tamoules des membres du gouvernement cinghalais, des chefs du *parti extrémiste bouddhiste* (le JHU) et d'autres leaders cinghalais dont la portée s'étend au-delà de l'île. Elles exercent également un effet négatif sur les centaines de milliers de réfugiés et d'exilés tamouls de la diaspora. Elles ont été malheureusement si efficaces dans leur diabolisation du peuple tamoul dans son ensemble qu'elles ont affecté la solidarité internationale à l'égard des victimes. En réalité, plus la situation des Tamouls empirait, plus la communauté internationale semblait devenir silencieuse. Quelques-unes des rares déclarations omettaient le fait que la plupart des victimes étaient des Tamouls. Nous relevons avec inquiétude les propos récents d'un ancien membre du Secrétariat du gouvernement indien selon lequel le gouvernement du Sri Lanka «profite du silence de la communauté internationale, y compris de l'Inde, sur son utilisation de l'armée de l'air, de l'artillerie lourde et de la famine provoquée pour contraindre les Tamouls à se soumettre.»[1]

Il y a longtemps que nous sommes scandalisés par la politique du gouvernement dominé par les Cinghalais consistant à encourager l'établissement, sur une large échelle, de Cinghalais dans des régions traditionnellement tamoules. A propos de la réinstallation par le gouvernement d'anciens soldats cinghalais dans des régions que les civils tamouls ont fui, le même auteur écrit: «L'objectif final des conseillers de M. Rajapakse est de réduire les Tamouls du Sri Lanka au statut de peaux-rouges enfermés dans des réserves comme des pièces de musée. Le Sri Lanka n'a pas eu de conseillers plus hostiles aux Tamouls depuis le soulèvement de ces derniers en 1983.»[2]

Depuis notre lettre du 10 novembre 2006, la situation quotidienne des Tamouls du Sri Lanka amène presque chaque jour à adresser des requêtes du type «action urgente» au Conseil des droits de l'homme. Le fait que tant de procédures spéciales* soient évoquées et la gravité des actes dénoncés confirment notre idée que les Tamouls sont victimes d'un génocide. Voici un bref compte rendu des questions les plus urgentes, dans l'ordre de la liste des procédures spéciales du Conseil:

1. Rapporteur spécial sur le logement convenable: Les Tamouls qui, après le tsunami de 2004, avaient déjà été déplacés et s'étaient vu refuser une aide au relogement en raison de leur race, ont récemment été bombardés dans un certain nombre d'endroits. De plus en plus de Tamouls sont privés de toit ou vivent dans des camps de personnes intérieurement déplacées. Les habitations des Tamouls déplacés sont données aux colons cinghalais. Selon des chiffres récents, quelque 200000 Tamouls ont été déplacés récemment et jusqu'à 300000 ont été expulsés de force.

2. *Groupe de travail sur les détentions arbitraires*: Les Tamouls sont l'objet de rafles. Le camp de Boosa, bien connu, a été rouvert à la suite du rétablissement de la loi draconienne sur la lutte contre le terrorisme (PTA) et les Tamouls y sont envoyés sans inculpation, sans bénéficier du droit à être défendu par un avocat ou d'autres droits élémentaires de procédure. Le camp de Boosa est le Guantánamo du Sri Lanka. Depuis le 25 janvier, plus de 350 Tamouls y ont été envoyés et on sait qu'au moins 116 y sont encore. La PTA autorise la détention sans inculpation ni possibilité d'être défendu par un avocat pendant 18 mois. Aux termes de la loi, sont considérés comme actes «terroristes» l'intimidation de témoins, la «dégradation» du bien public (p. ex. graffiti), des plaques de rues ou des panneaux d'affichage, l'attaque d'une banque et certains autres crimes ou délits. Nous n'avons pas connaissance de non-Tamouls qui aient été internés au camp de Boosa ou arrêtés au nom de la PTA.

3. *Groupe de travail sur les disparitions*: Les «camionnettes blanches» sont de retour. Elles circulent dans les régions tamoules et leurs occupants arrêtent des civils tamouls, surtout des jeunes. Au cours des trois dernières semaines, 41 Tamouls ont disparu de Vavuniya

* «La Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social ont mis en place plusieurs procédures et mécanismes extraconventionnels qu'ils ont assignés soit à des groupes de travail composés d'experts agissant à titre individuel soit à des personnes indépendantes désignées, selon les cas, par les expressions rapporteur spécial, représentant spécial ou expert.
Les mandats relatifs à ces procédures et mécanismes consistent à examiner et à surveiller la situation des droits de l'homme dans un pays ou un territoire donné (mécanismes ou mandats par pays) ou les violations majeures des droits de l'homme à l'échelle mondiale (mécanismes ou mandats par thèmes) et à en rendre compte publiquement.» (*www.ohchr.org*)

Suite page 2

«Crise génocidaire au Sri Lanka»
suite de la page 1

et 6 du village de Chavakachcheri. Les bureaux des droits de l'homme des régions tamoules sont submergés de cas et un certain nombre de Tamouls demandent à être mis en détention préventive par les magistrats locaux pour échapper à un enlèvement. On ne sait toujours pas où se trouvent les sept membres de l'organisation humanitaire de *Tamil Relief Organization* qui ont disparu au début de 2006.

4. Rapporteur spécial sur [le droit à la vie]: Depuis nos dernières communications, des centaines de civils tamouls ont été tués par l'Armée de l'air sri lankaise, l'artillerie lourde, etc. L'évêque *Joseph de Mannar* a déclaré que le bombardement de Padahuthurai était un «crime contre l'humanité». Le 25 janvier, l'unique membre tamoul du Conseil municipal de Kinniya a été tué et chacun des 10 Tamouls de celui de Trincomalee a reçu des menaces de mort. Le même jour, on a découvert à Eravur (district de Tricomalee) les corps de deux jeunes Tamouls tués par balles. Selon des estimations prudentes de la BBC, il y aurait eu près de 3500 tués depuis janvier 2006. Presque tous les morts parmi les civils sont des Tamouls visés directement par les forces gouvernementales.

5. *Expert indépendant sur l'extrême pauvreté*: Les Tamouls, dont les régions ont été dévastées par le tsunami n'ont guère reçu d'aide post-tsunami. Vu l'ampleur des «zones de haute sécurité» dans les régions tamoules, l'agriculture de subsistance y a été presque entièrement détruite. De nombreux Tamouls sont dans des camps pour personnes intérieurement déplacées et dépendent de maigres aumônes: ils souffrent d'un grave manque de nourriture et de soins médicaux. On n'a pas remplacé les barques, détruites par le tsunami, de nombreux pêcheurs tamouls et les rares pêcheurs qui ont une barque se voient imposer d'importantes restrictions de pêche par le gouvernement. Une grande partie de la population tamoule du Nord souffre maintenant d'une très grande pauvreté et les prix élevés de la nourriture les empêchent quasiment de satisfaire leurs besoins alimentaires fondamentaux. Les organisations qui auraient pu venir en aide à ces nouveaux pauvres n'ont pas été autorisées à fonctionner pleinement ou ont été chassées.

6. *Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation*: En plus de ce que nous venons de dire et en dépit de nos communications précédentes à ce sujet, le gouvernement continue manifestement d'utiliser l'alimentation comme une arme de guerre en restreignant considérablement l'accès à la nourriture en en bloquant les routes clés menant aux civils tamouls et en forçant ces derniers à fuir de nombreuses régions pour éviter la famine. Comme nous l'avons exposé dans nos communications précédentes, la politique du gouvernement à cet égard viole les Conventions de Genève et les normes du droit international humanitaire. Les appels lancés par nos organisations, par des ONG, par des personnalités religieuses et d'autres pour lutter contre la famine chez les civils tamouls ont été largement ignorés.

7. *Rapporteur spécial sur la liberté d'opinion et d'expression*: Nous avons déjà envoyé un certain nombre de communications à propos de graves violations de la liberté de la presse. Des groupes internationaux de surveillance des médias ont indiqué que le Sri Lanka avait été un des endroits les plus dangereux pour les journalistes en 2006. Des événements récents montrent que 2007 va également être une année difficile: le 9 janvier, une foule emmenée par un ministre adjoint a attaqué des journalistes qui s'étaient rassemblés à Super Market Square (Colombo) pour couvrir une manifestation pacifiste. Le journaliste tamoul *M. Parameswaree,* arrêté sans inculpation le 24 novembre 2006, est apparemment toujours en détention. Des journalistes tamouls de Trincomalee ont reçu des menaces de mort.

8. *Rapporteur spécial sur le droit à la santé*: Depuis nos communications antérieures, la situation sanitaire des Tamouls dans leurs régions a continué de se détériorer en raison du manque de nourriture, de médicaments de base et de personnel médical. Les établissements de santé et le personnel médical qui soigne les Tamouls continuent d'être attaqués par les Forces armées en violation flagrante des Conventions de Genève et du droit humanitaire. Les conditions de vie dans les nombreux camps de personnes intérieurement déplacées sont très difficiles et le surpeuplement, l'exposition aux intempéries, le manque de nourriture, de sommeil et de soins médicaux ont probablement des effets sur la santé et de nombreuses personnes sont certainement atteintes dans leur santé mentale à la suite des attaques et des privations.

9. Représentant spécial des défenseurs des droits humains: Comme nous l'avons exposé dans nos précédentes communications, des ONG internationales, des groupes locaux de défense des droits humains et des défenseurs individuels qui apportent une assistance aux Tamouls ont été attaqués. Comme nous l'avons signalé plus haut, on ne sait toujours pas où se trouvent les 7 membres de la *Tamil Relief Organization*. 17 humanitaires d'*Action contre la faim* ont été assassinés. *Médecins sans frontières*, *World Concern* et d'autres organisations ont vu leur travail sérieusement limité. En réalité tout groupe cherchant à défendre les droits des Tamouls ou à leur venir en aide sont menacés non seulement au Sri Lanka mais dans d'autres parties du monde. La Croix-Rouge américaine et d'autres donateurs n'ont pas été autorisés à distribuer même une partie des centaines de millions de dollars collectés pour venir en aide aux victimes du tsunami dans les régions tamoules. Même l'ancien Secrétaire général des Nations unies *Kofi Annan,* défenseur suprême des droits de l'homme, n'a pas été autorisé à se rendre dans les régions tamoules après le tsunami. Il en fut de même plus tard pour ses envoyés. Les fonds en faveur de la défense des droits de l'homme des victimes tamoules de la guerre sont tout à fait insuffisants pour répondre aux besoins et les humanitaires sont constamment menacés.

10. Représentant des personnes intérieurement déplacées: La population tamoule du Sri Lanka possède un des taux les plus élevés de personnes intérieurement déplacées dans le monde. La plupart des estimations montrent que plus d'un tiers de la population restée sur l'île a été déplacée. En outre, beaucoup d'autres Tamouls ont fui en Inde, pays qui a déjà accueilli des centaines de milliers de réfugiés lors de périodes antérieures du conflit et à la suite du tsunami. La diaspora représente un tiers des Tamouls de l'Eelam, c'est-à-dire maintenant plus d'un million de personnes. Les conditions de vie dans les camps de personnes intérieurement déplacées sont déplorables à cause du manque de nourriture, d'eau, d'installations sanitaires, de soins médicaux, d'écoles et d'abris adéquats. Certains de ces camps sont installés dans des écoles, ce qui rend ces dernières inutilisables par les collectivités locales.

11. Rapporteur spécial sur le racisme: Nos organisations ont été stupéfiées par la virulence de propos anti-tamouls de chefs cinghalais pendant un certain temps. Cependant le gouvernement actuel est à la fois plus ouvert et plus agressif dans ses positions anti-tamoules et la coalition au pouvoir comprend quelques-uns des partis les plus franchement racistes. Ces partis insistent ouvertement pour que la majorité cinghalaise domine complètement le peuple tamoul, voire le chasse. Les crimes racistes contre les Tamouls dans les régions cinghalaises sont en augmentation car les foules anti-tamoules sont encouragées par les déclarations des autorités gouvernementales et leur incapacité à poursuivre les criminels. Nous avons déjà envoyé des communications concernant des attaques de quartiers tamouls par des foules hostiles au début de cette année mais les attaques de moindre importance continuent. Ainsi, le 22 janvier 2007, des Cinghalais ont attaqué les passagers d'un bus à Matale. De tels incidents ont lieu presque chaque jour. De nombreux militants cinghalais préconisent une île sans Tamouls. Même le drapeau officiel peut être considéré comme raciste car il est dominé par le lion cinghalais.[3] Le racisme est attisé par le fait que le gouvernement qualifie toujours les Tigres de libération de l'Eelam tamoul et les Tamouls en général de «terroristes» et parlent du conflit armé comme d'une lutte opposant «terrorisme et antiterrorisme», habitude qui a malheureusement été reprise par d'autres acteurs de la communauté internationale.[4]

12. Rapporteur spécial sur la torture: Comme le rapporteur spécial *Alston* l'a relevé dans son rapport sur la mission qu'il a effectuée au Sri Lanka pour enquêter sur les exécutions sommaires, la torture est systématique dans les prisons et elle entraîne souvent la mort. Alors qu'on torture aussi bien les Cinghalais que les Tamouls, toutes les personnes détenues dans le camp de Boosa, réputé dans le passé pour ses tortures, sont des Tamouls. On découvre presque quotidiennement des corps de Tamouls torturés à mort dans le Nord-Est.[5]

A notre avis, la communauté internationale a laissé trop de latitude au gouvernement sri lankais. Si l'on veut que le peuple tamoul survive au Sri Lanka, il faut que les choses changent immédiatement. La promesse du Sri Lanka de mettre sur pied une équipe internationale de «personnalités» pour surveiller sa propre commission d'enquête a fait avorter l'action, qui aurait pu s'avérer utile, envisagée par le Conseil des droits de l'homme lors de sa 2e session. Or quatre mois après, cette équipe n'a toujours pas été mise en place et même si elle l'était désormais on peut douter que le gouvernement sri lankais la laisserait travailler de manière utile. Nous pensons qu'il s'agit là d'une tactique visant à différer un examen et une action plus efficaces pendant que le gouvernement poursuit l'extermination des Tamouls.

A plusieurs occasions, nous avons signalé notre inquiétude à propos du fait que les intérêts géopolitiques d'autres pays, en particulier des Etats-Unis, dans les régions tamoules du Sri Lanka ont contribué à empêcher de résoudre le conflit. Ces mêmes intérêts pourraient maintenant être un facteur génocidaire. A moins qu'il ne soit déjà trop tard, les Nations unies et leurs défenseurs des droits de l'homme représentent sans doute pour les Tamouls le seul espoir d'empêcher leur anéantissement. Nous sommes conscients que quiconque critique le gouvernement du Sri Lanka ou manifeste quelque sympathie pour la situation désespérée des Tamouls s'attirera de sérieuses plaintes et accusations de la part du gouvernement. Nous en avons été victimes, de même qu'*Alan Rock* (qui a enquêté sur le sort des enfants dans les conflits armés) et un certain nombre d'autres personnes et groupes concernés. Nous pensons que cela fait partie du programme génocidaire.

Nous terminons cette lettre par un extrait de la déclaration de l'ancien Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan lors de la session de 2004 de la Commission des droits de l'homme:

«Chaque fois que des civils sont délibérément visés en raison de leur appartenance à une communauté particulière, nous sommes en présence d'un génocide potentiel, si ce n'est actif. (…) Nous ne pouvons plus nous permettre de fermer les yeux sur cette cruelle réalité. Et nous ne devons pas nous imaginer que des appels au sens moral ou à la compassion auront un grand effet sur des gens qui ont adopté une stratégie délibérée d'assassinat et d'expulsion.»[6] •

(Traduction *Horizons et débats*)

Le Saint-Siège demande à Rajapaksa de respecter les droits de l'homme et de reprendre les négociations

Le 20 avril, le cardinal *Tarcisio Bertone,* secrétaire d'Etat du Vatican, a rencontré le président sri lankais *Mahinda Rajapakse* après que celui-ci eut reçu en audience par le pape Ben*oît XVI.* Le Secrétaire d'Etat lui a fait part des inquiétudes du Pape et a réaffirmé la nécessité de respecter les droits de l'homme et de reprendre la voie du dialogue et des négociations, «seul moyen de mettre fin à la violence qui ensanglante le Sri Lanka».

Après la rencontre, le service de presse du Saint-Siège a publié le communiqué suivant:

«Aujourd'hui 20 avril, le Saint-Père Benoît XVI a reçu en audience Mahinda Rajapaksa, président de la République démocratique socialiste du Sri Lanka. Ensuite le Président a rencontré le Cardinal Secrétaire d'Etat Tarcisio Bertone SDB.

«Au cours des entretiens et à la lumière de la situation actuelle au Sri Lanka, la nécessité de reprendre la voie du dialogue et des négociations, seul moyen de mettre fin à la violence qui ensanglante l'île, a été réaffirmée. L'Eglise catholique, qui apporte une contribution importante à la vie dans le pays va intensifier sa délicate mission de formation des consciences avec la seule ambition de favoriser l'intérêt général, la réconciliation et la paix.»

Source: www.tamilnet.com (20/4/2007)

---

[1] B. Raman, *Rajapakse Bent on Dictated Peace in: South Asia Analysis Group,* Paper No 2088 du 7 janvier 2007, *www.saag.org.* A ce sujet, nous faisons remarquer que la désignation d'un groupe international de «personnalités» dont les membres devraient être agréés par le gouvernement du Sri Lanka et dont le mandat se limiterait aux situations approuvées à l'avance par ledit gouvernement ne peut pas être considéré comme une action responsable de la communauté internationale visant à s'attaquer au problème de manière adéquate. Nous notons qu'il n'était pas certain que le gouvernement serait favorable à M. *Bernard Kouchner,* désigné par l'UE, car sa nomination pourrait être «désavantageuse» pour le gouvernement.

[2] De même, nous vous prions instamment de prendre connaissance de l'article de N. Satyendra intitulé *Sri Lanka's War on Eelam Tamils: Sri Lanka's Ethnic Cleansing* in: *www.tamilnation.org/indictment/index.htm.* Il mentionne abondamment l'action des Nations unies au Sri Lanka et les nombreux efforts déployés par des ONG, dont les nôtres, pour susciter une action internationale efficace.

[3] Selon des historiens de la période post-coloniale, l'inauguration du drapeau cinghalais (représentant un lion) à la veille de l'indépendance a marqué le début de la marginalisation du peuple tamoul et de l'exclusion d'une participation pleine et entière à une société multiethnique mais non raciale. Les chefs tamouls de l'époque se sont immédiatement opposés à ce drapeau et ont demandé un drapeau non racial.

[4] De plus, des allégations sont faites sans référence au droit humanitaire applicable. A ce sujet, nous consultons toujours *The Law of Armed Conflict at the Operational and Tactical Level,* Office of the Judge Advocate General (Canada), Doc.B-GG-005-027/AF-020 pour savoir si une opération militaire de l'une ou l'autre partie est légale ou pas.

[5] Nous attirons également l'attention sur les procédures concernant la liberté religieuse et la solidarité internationale qui sont à prendre en considération à l'appui d'une plainte pour actes et politiques génocidaires à l'égard des Tamouls du Sri Lanka. Le rapporteur spécial Jahingir s'est rendu dans l'île et a fait état de sérieux problèmes à ce sujet mais les attaques visant des Tamouls ne sont pas toutes fondées sur la religion. Toutefois récemment, plusieurs chefs religieux tamouls ont été tués et des églises chrétiennes tamoules ont été attaquées. Nous nous référons au rapporteur spécial sur la solidarité internationale parce qu'à notre avis le gouvernement sri lankais et d'autres gouvernements importants ont empoisonné la solidarité internationale en faveur des victimes tamoules. Le mandat du Groupe de travail sur les mercenaires est également évoqué en raison des activités du groupe Karuna.

[6] *Communiqué de presse* SG/SM/9245 du 7/4/04

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier
Rédaction et administration
Case postale 729, CH-8044 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
E-Mail: hd@zeit-fragen.ch
Internet: www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
Imprimerie
Nüssli, Mellingen
Abonnement annuel 198.– frs / 108.– €

© 2007 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».

Les fonds des banques suisses consacrés à l'holocauste en mains de millionnaires?

par Marianne Wüthrich-Izbicki, Zurich

Les quotidiens relatent les vicissitudes que subit la répartition des 1,25 milliard de dollars prélevés en 1998 sur les grandes banques suisses à titre de dédommagement pour les fonds en déshérence des années trente et quarante. Bien que le *Congrès juif mondial* (CJM) ait pressé, à la fin des années nonante, d'indemniser aussi rapidement que possible les survivants nécessiteux de la politique de destruction national-socialiste dans les pays de l'Europe orientale surtout, les paiements n'ont pas encore été effectués complètement presque dix ans après. En revanche, de nombreux millions de dollars sont gaspillés dans une gestion des fonds sans fin et l'on sait que les avocats ayant intenté des actions collectives se sont enrichis considérablement. La «Neue Zürcher Zeitung» du 20 avril rapporte même que le juge *Korman* avait promis de gros montants des fonds suisses à quelques familles multimillionnaires.

Retour aux années nonante: large campagne menée contre la Suisse

On se souvient de la campagne d'une intensité inouïe menée contre la Suisse à la fin des années nonante. La haute finance américano-britannique, secondée avec zèle par un grand nombre de médias et de politiciens suisses désireux de faire carrière, a critiqué massivement le rôle de notre pays pendant la Deuxième Guerre mondiale. Sous prétexte de neutralité, l'économie suisse se serait alors livrée à un commerce douteux avec l'Allemagne nazie tandis que les autorités auraient mené une politique inhumaine envers les réfugiés.

Silence sur la situation géographique délicate de notre pays – cerné par les forces de l'Axe –, silence sur des centaines de milliers de personnes recueillies en Suisse ou qui ont pu fuir dans d'autres pays en passant par la Suisse, silence sur des dizaines de milliers d'enfants victimes de guerre dont le séjour de rétablissement dans des familles suisses a souvent sauvé la vie, silence sur l'engagement impressionnant de la génération du service actif, silence sur le travail inlassable de la Croix-Rouge suisse ainsi que des organisations de réfugiés et sur les bons offices de notre pays.

Personne ne conteste que les autorités suisses aient dû agir pour assurer la survie de la population dans cette situation d'exception et, ce faisant, aient commis des erreurs. Il est tout aussi évident que quelques grandes entreprises suisses ont réalisé des affaires contestables d'un point de vue actuel, soit en temps de paix. (Y a-t-il dans quelque pays que ce soit – tels les Etats-Unis – de grandes entreprises à l'action irréprochable?)

Attaque frontale contre les banques suisses

Ces agressions inédites ont consisté en une attaque frontale de la haute finance américaine contre la place financière suisse, attaque visant à affaiblir et à éliminer la forte concurrence des banques suisses et du secret de la clientèle bancaire suisse, que les banquiers des Etats-Unis considéraient déjà sans complaisance depuis longtemps. A cette fin, on a propagé des rumeurs selon lesquelles les banques suisses se seraient enrichies de milliards de francs grâce aux fonds en déshérence des victimes de l'holocauste. Le CJM a exigé que des victimes nécessiteuses ayant survécu au régime national-socialiste soient «dédommagées» par la répartition de milliards de francs. Bien que seule la présence de fonds relativement modestes sur les comptes en déshérence des années trente et quarante ait pu être prouvée, malgré les efforts déployés par les milieux intéressés, les grandes banques suisses se sont pliées aux pressions des agitateurs soutenus par le zèle des médias – notamment des médias suisses – pour préserver leurs affaires et le secret bancaire. En 1998, l'*UBS* et le *CS* ont accepté de verser une somme de 1,25 milliard de dollars pour dédommager les détenteurs de fonds en déshérence.

Qui touche les milliards?

Dans la «Neue Zürcher Zeitung» du 20 avril, le lecteur a appris comment cette somme gigantesque a été répartie durant les neuf dernières années.

«Lente répartition des fonds» («Neue Zürcher Zeitung»)

A la fin des années nonante, le CJM et d'autres organisations juives ont invité à accélérer les paiements, afin que les victimes souvent âgées soient indemnisées à temps. Aujourd'hui, soit près de dix ans après, 250 millions de dollars n'ont pas encore été versés. Pour la gestion des versements différés, 20 millions de francs sont gaspillés chaque année, de 25 à 30 personnes perçoivent depuis neuf ans un salaire pour organiser la répartition et préserver, visiblement avec succès, leur emploi rémunérateur.

Qui reçoit des fonds de Suisse?

Au total, 400 000 personnes ont reçu jusqu'à maintenant un milliard de dollars au total. En lieu et place des prétendus milliards de dollars qui devraient figurer sur des comptes suisses dont les titulaires ont été tués à l'époque du national-socialisme, seul un montant total de 360 millions de dollars a pu être prouvé jusqu'à maintenant. 4600 héritiers de titulaires de comptes se sont prévalus de leur qualité d'ayants droit. On est donc loin des milliards invoqués.

Les autres bénéficiaires sont d'anciens condamnés au travail forcé par le national-socialisme et des victimes de pillages de l'Allemagne hitlérienne, donc des familles, par exemple, dont le patrimoine a été accaparé par les bourreaux nazis. Si je souhaite de tout cœur que ces personnes soient dédommagées, je me demande pourquoi les banques suisses devraient répondre des méfaits des nationaux-socialistes. L'accord [conclu en 1998 avec les avocats des parties intentant une action collective] sous-entendait que les banques, par leurs affaires avec le Reich, avaient profité des crimes de celui-ci, écrit le 20 avril la «Neue Zürcher Zeitung». Juste une remarque: une telle argumentation devrait inciter à prier de passer à la caisse divers grands groupes américains. Or la teneur des opérations lucratives qu'ils ont effectuées avec le Troisième Reich est gardée jusqu'à aujourd'hui sous scellés.

«Nouvelle catégorie de prétentions»: les superriches

Dans cette affaire, les grands gagnants sont premièrement les avocats qui ont découvert que les actions collectives étaient une opération très rentable. Exemple parmi beaucoup d'autres: l'avocat Burt Neuborne a exigé des honoraires de 4,7 millions de dollars; il a facturé une rémunération horaire de 890 dollars (!) et porté en compte, certains jours, plus de 24 (!) heures par journée.

Deuxièmement, ô miracle, le juge Korman a créé une nouvelle catégorie de prétentions, rattachée à des gens dont la famille n'avait pas de comptes dans des banques suisses. Sur quoi se fondent donc les prétentions de cette «catégorie de prétentions»? On constate avec étonnement que cette catégorie comprend quelques familles très riches. Ainsi, le juge Korman a attribué le versement le plus élevé, à savoir plus de 21 millions de dollars, aux héritiers de la dynastie viennoise de producteurs de sucre *Bloch Bauer*, deux autres familles vivant dans l'opulence recevant 25,3 millions de dollars au total.

Rappelons-nous: quand les banques et organisations américaines ont lancé leur incroyable campagne contre la Suisse et son économie à la fin des années nonante, le CJM notamment a invité à se presser afin que les survivants nécessiteux qui avaient subi la politique de destruction national-socialiste dans les pays de l'ancien pacte de Varsovie reçoivent encore un montant de leur vivant.

Et nous apprenons maintenant que l'essentiel des fonds suisses a été attribué à quelques familles de millionnaires alors que les familles nécessiteuses d'Europe orientale ont dû se satisfaire de quelques milliers de dollars. Les millions seront probablement drainés vers les lieux auxquels le CJM les avait destinés dès le début. •

Coups bas internationaux

par H.-G. Bandi, Berne

Il est révoltant que des institutions internationales s'immiscent dans des affaires suisses sans connaissances approfondies des faits. On ne peut pas s'empêcher de penser qu'il y a des magouilleurs suisses qui, tels des tireurs d'élite, tirent les ficelles pour obtenir, grâce à la désinformation et à la diffamation de leur pays, un soutien international à leurs objectifs politiques. Deux exemples récents concernant les rapports Bergier en sont la preuve.

Le premier concerne les controverses autour du documentaire *l'Honneur perdu de la Suisse*, qui a été diffusé par la télévision suisse romande en mars 1997. Il donne une image extrêmement déformée du comportement de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, image répandue par la Commission Bergier dont les conclusions ont été contestées. Les questions centrales étaient l'antisémitisme suisse, monté en épingle, et l'affirmation, également indéfendable, selon laquelle notre pays aurait permis une prolongation de la guerre menée par les nazis.

Le responsable est le journaliste Daniel Monnat, réalisateur du film présenté au cours de l'émission *Temps présent*. A la suite de cette émission, Paul-Emile Dentant, Didier Fleck et plus d'une centaine de signataires avaient porté plainte contre ce film ignoble auprès de l'*Autorité indépendante des plaintes en matière de radio-télévision*. Après un examen approfondi, cette requête a été prise en considération et l'émission a été condamnée. La *Société suisse de radiodiffusion et télévision* a alors déposé un recours contre cette décision auprès du Tribunal fédéral mais a été déboutée. Là-dessus, Daniel Monnat, défendu par l'avocat Charles Poncet, a saisi la *Cour européenne des droits de l'homme* de Strasbourg. Le 21 septembre 2006, celle-ci, bien que s'estimant non habilitée à se prononcer sur le rôle joué par la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale, jugeait cette condamnation contraire à la Convention des droits de l'homme: le reportage se fondant sur des recherches sérieuses, le journaliste avait respecté la déontologie journalistique.

En d'autres termes, la *Cour européenne des droits de l'homme* ne s'intéressait pas à l'attitude de notre pays à l'époque où il était complètement encerclé par les puissances totalitaires de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste et où, unique îlot de liberté en Europe, il était abandonné à lui-même. Cependant les juges de Strasbourg se sentaient appelés à contredire un arrêt de notre tribunal suprême et à donner raison au plaignant, réalisateur d'un documentaire qui dénigre la Suisse. Selon la Cour, il était inadmissible d'empêcher par une sorte de censure la mission d'information et de contrôle des médias.

Cet arrêt, manifestement adopté à l'unanimité, est d'autant plus choquant que parmi les sept juges, il y avait deux Suisses: Luzius Wildhaber, et Lucius Calfisch qui représentait le Liechtenstein. Les autres représentaient la Slovaquie, l'Irlande, la Roumanie, l'Arménie et les Pays-Bas.

Le second événement stupéfiant est l'attribution d'un prix à un condensé des rapports Bergier – *Hinschauen und nachfragen* – rédigé à l'intention de l'enseignement de l'histoire dans le second cycle du secondaire sous l'égide de la conseillère d'Etat socialiste et cheffe du Département de l'instruction publique du canton de Zurich Regine Aeppli. Selon la *Neue Zürcher Zeitung* du 25 octobre 2006, le jury de *Worlddidac*, composé de spécialistes de l'éducation allemands, britanniques, hongrois, américains et suisses, a jugé cet ouvrage remarquable. En Suisse, on a, en particulier l'UDC, reproché aux auteurs de l'ouvrage et au *Zürcher Lehrmittel Verlag* d'endoctriner les élèves par leurs informations partiales. Cette critique correspond à celles adressées à la Commission Bergier et à ses publications dont la plupart discréditent la Suisse, comme l'a démontré de manière approfondie notamment le *Groupe de travail Histoire vécue* dans *La Suisse face au chantage* (2002) et *La Suisse au pilori* (2005).

Ces deux affaires font penser d'une part à la mise en garde du Pacte fédéral de 1291 contre les «juges étrangers» et d'autre part au soupçon de magouilles que nous avons mentionné au début de cet article. Non seulement le fait que la *Cour européenne des droits de l'homme* passe outre à un arrêt de notre Tribunal fédéral constituait déjà un affront, mais comme la décision de ladite Cour a été prise en collaboration avec des représentants de la Suisse, il faut supposer que ceux-ci ont négligé d'informer leurs confrères peu familiers de notre histoire sur la controverse provoquée chez nous par la publication des rapports Bergier. Il est évident qu'il faut tirer les conclusions de cette affaire. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Courrier des lecteurs

Crash d'un avion de combat en plein entraînement?

Les informations des médias sur le crash du Tornado se lisent comme une publicité pour des pilules calmantes: il n'y avait pas de bombes à bord (à quoi bon alors un officier spécialiste des systèmes d'armes?), c'était seulement un vol de navigation, l'armée de l'air suisse effectue également des vols à l'étranger, le vol avait été autorisé, il n'y avait donc là rien d'extraordinaire, etc. En fait, la mission de combat des Tornados avait été récemment approuvée par une majorité du Bundestag allemand.

En Afghanistan, ils combattent maintenant aux côtés des agresseurs dans une guerre qui viole le droit international et où la population civile n'est pas épargnée par les bombes – infraction évidente aux Conventions de Genève.

Ce vol de navigation «inoffensif» était-il en réalité un entraînement en vue de la guerre en Hindu-Kuch? S'agissait-il de préparatifs d'opérations militaires? Quand un pays neutre soutient de tels préparatifs, il viole le droit international.

L'*Office fédéral de l'aviation civile (OFAC)* a-t-il donné naïvement des autorisations à des pilotes qui ne connaissaient pas les conditions de vol dans les Alpes ou pour un entraînement militaire risqué dans des conditions ressemblant à celles de l'Hindu-Kuch, mettant ainsi en danger la vie de notre population et de nos touristes?

P. Aebersold, Zurich

La Serbie – huit ans après la guerre de l'OTAN

par Barbara Hug

Réunir des impressions dans un petit pays des Balkans qui fut, quelques années après la fin de la guerre froide, détruit sans vergogne par ceux qui ont toujours considéré l'Est comme un ennemi et l'accusaient de préparer des plans d'agression – ce fut l'objectif de notre voyage. Nous avons parlé à des gens à Belgrade, à Nis et dans les campagnes. Comment cela s'est-il passé pendant la guerre? Comment vont les choses aujourd'hui? Pourquoi la guerre à l'époque? Dans quel but le déversement de tonnes d'uranium appauvri? Pourquoi les bombes à fragmentation?

Les tours d'habitation se trouvent toujours à l'état de ruine au centre de Belgrade, par exemple le ministère de la défense qui reste en ruine face au ministère des affaires étrangères qui, lui, a été reconstruit.

On voit encore, en plein milieu de la ville de Nis, des maisons détruites par les bombardements. On trouve encore des bombes à fragmentation non explosées sur un toit d'école. Des paysans meurent toujours du fait de ces bombes non explosées sur leurs terres. Les hôpitaux sont envahis de gens malades du cancer, ceci seulement quelques années après la guerre. Les statistiques montrent une progression appuyée, selon l'épidémiologiste *Natascha Lukic* du centre d'épidémiologie de Nis (voir l'article p. 6). Il semble que le taux de de cancer au Kosovo soit encore plus élevé. Mais, on n'en parle pas. Est-ce que la chaîne alimentaire est polluée par les munitions à l'uranium? Cette question est de première importance. Trois tentatives de mettre sur pied une commission d'enquête sur ce sujet échouèrent. On se demande bien dans l'intérêt de qui.

Expérimentations d'armes de l'OTAN

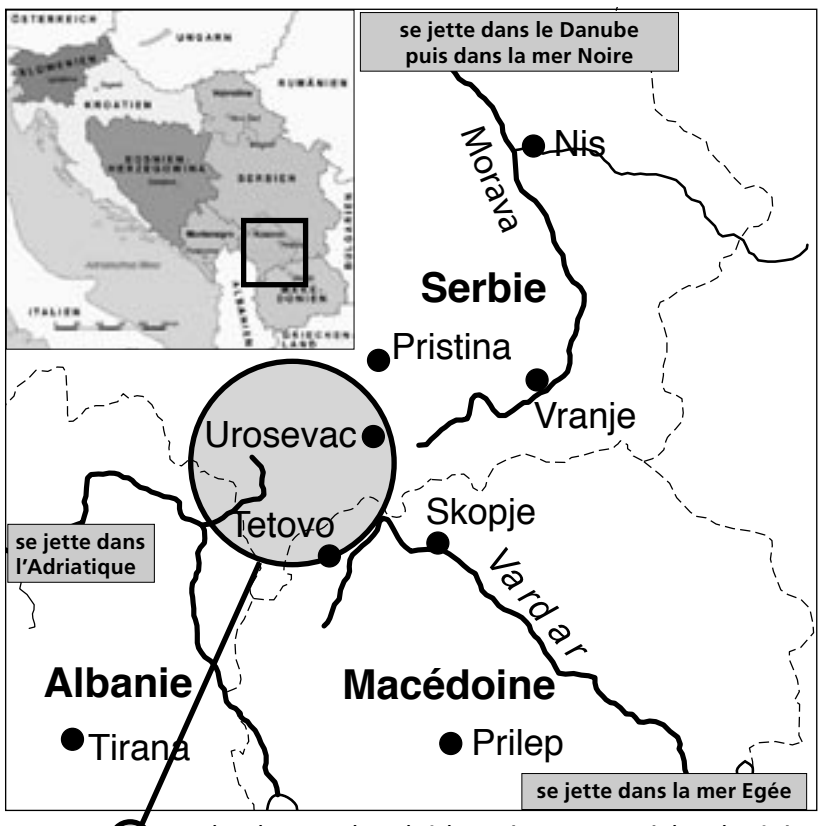
L'armée de l'OTAN a bombardé en visant juste – *les infrastructures , les stations de télévision, les fabriques, les usines électriques, les ponts, les chemins de fer et les colonnes de réfugiés.* On trouve répertoriés les chiffres exacts des bombardements et de leurs objectifs dans la publication «Yugoslav Daily Survey» du 8 juin 1999. En plus, on assista à un véritable désastre écologique, comme le démontre la publication *Vojin Joksimovich (Nato Commits Ecocide in Serbia,* conférence donnée au *Serbian Unity Congress*, septembre 1999, Cleveland/Ohio).

L'environnement serbe est contaminé; tous nos interlocuteurs le confirment. On est d'accord également pour affirmer que les Américains ont testé de nouvelles armes. On ne trouve pas d'explication plausible dans le choix de bombardement à l'uranium appauvri d'un objectif central dans le sud, *à la ligne de partage des eaux – pourquoi cet objectif? Il n'y avait ni installations militaires, ni cité, ni fabriques, il n'y avait rien qui ait pu, à première vue, présenter un caractère d'intérêt militaire ou stratégique. On estime à 15 tonnes d'uranium appauvri déversées dans les environs d'Urosevac. De là, les fleuves coulent vers la Mer Noire et la Mer Égée.* A-t-on voulu polluer ces mers avec de l'uranium? ou avec du plutonium? Personne ne sait déchiffrer cette énigme. Seuls les «partenaires» de l'OTAN peuvent donner une réponse. Il n'en reste pas moins vrai qu'au Kosovo de jeunes hommes meurent. Dans les annonces mortuaires on parle à chaque fois de «maladie grave de brève durée». Ce qui signifie le «cancer».

Destruction des fondements vitaux

Le centre de recherche nucléaire de Vinca a décontaminé quelques endroits – autour des cratères de bombes – où la contamination par l'uranium appauvri était particulièrement forte. On déplaça la terre dans des tonneaux vers Vinca pour mener à bien la décontamination. Les troupeaux paissaient dans cette région jusqu'en 2001, jusqu'au moment où l'on dressa une clôture. Mais il n'est pas possible de décontaminer toutes les surfaces agricoles de Serbie, les prés pour les chèvres, les moutons et les vaches. Le ministère de l'environnement ne semble pas pressé d'en parler. Il n'y aurait pas d'informations crédibles, du moins pas officiellement.

On le comprend d'autant mieux quand on sait que la pauvre Serbie récolte des revenus de ses ventes de produits agricoles. On rapporta de Bujanovac que des vaches souffraient de malformations; il semble toutefois qu'il n'y a pas d'augmentation de tels faits chez les enfants de Serbie méridionale. Il est vrai que les instituts médicaux possèdent des informations sur les malformations, les cas de cancer et autres données médicales. Toutes ces informations devraient être traitées et mises en valeur par le gouvernement.



Bombardements lourds à l'uranium appauvri dans la région de la ligne de partage des eaux (infographique haro)

> «On ne trouve pas d'explication plausible dans le choix de bombardement à l'uranium appauvri d'un objectif central dans le sud, *à la ligne de partage des eaux – pourquoi cet objectif? Il n'y avait ni installations militaires, ni cité, ni fabriques, il n'y avait rien qui ait pu, à première vue, présenter un caractère d'intérêt militaire ou stratégique. On estime à 15 tonnes d'uranium appauvri déversées dans les environs d'Urosevac. De là, les fleuves coulent vers la mer noire et la mer Égée.* A-t-on voulu polluer ces mers avec de l'uranium? ou avec du plutonium?»

Augmentation du taux de cancers – dès la fin de la guerre en Bosnie

La population de Hadzici, une banlieue de Sarajevo, avait fui vers Bratunac, en Bosnie orientale, du fait des bombardements. *Les médecins ont découvert chez ces réfugiés une grave augmentation du taux de cancers, mais pas chez les habitants de Bratunac. Dr Slavica Jovanovic,* directrice de l'hôpital de Bratunac, estima, il y a quelques années, que les cas de cancers, trois ans après la guerre en Bosnie, étaient à mettre en relation causale avec les bombardements. Le *Dr Stojan Radic de Nis,* directeur de la clinique oncologique, a découvert un taux d'infécondité élevé chez les femmes après la guerre en Serbie. Il ne put toutefois pas affirmer que c'était une conséquence «normale» de l'accident de Tchernobyl; les poussières d'uranium pouvaient entrer en ligne de compte.

Radomir Kovacevic, directeur de l'institut radiologique de Belgrade, s'est exprimé sur le danger que représente l'inhalation de poussières d'uranium. Selon le rapport du Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP) de l'an 2000, on aurait même trouvé du plutonium. Le Dr *Zoran Stankovic,* médecin au centre médical militaire de Belgrade, avait été le premier à attirer l'attention sur les effets cancéreux des munitions à l'uranium. Il fut ministre de la défense jusqu'il y a peu. De nombreux médecins, de réputation honorable, se sont exprimés, se fondant sur leurs propres informations.

Les NGO mises sous influence

Nos interlocuteurs nous ont assuré que l'OTAN tentait de mener une pression douce auprès des organisations non gouvernementales en Serbie pour qu'aucune d'entre elles, préoccupée par l'environnement, ne s'intéresse à la question de l'uranium appauvri. Cette prise d'influence passe par différents canaux, dont l'un est l'argent. Les NGO ne reçoivent de l'argent que pour des projets «corrects». Cet argent vient généralement de l'étranger, de France, de Suède, d'Allemagne ou d'Angleterre. On estime qu'un projet concernant la protection des oiseaux serait parfait; c'est ainsi qu'un gouvernement occidental «passe» la commande et paie les NGO serbes. Une autre façon de s'imposer dans un sens politique est la reprise d'une petite NGO par une grande, par exemple *Regional Environmental Center for Central and Eastern Europe*, dont le siège est à Szentendre, en Hongrie. D'où vient l'argent de cette association faîtière qui tente de mettre le grappin sur les petites NGO? Ces dernières n'ont guère d'espoir d'obtenir un soutien si elles ne se plient pas à ce type d'association.

Les tensions interethniques – entretenues artificiellement

Notre ami serbe nous assure qu'il est mensonger de prétendre que le flux de réfugiés du Kosovo ait été enclenché par les Serbes. Ce furent, au contraire, les bombardements américains qui les provoquèrent. Sous Tito, il n'y avait ni problèmes ni tensions entre les différentes ethnies. C'est après que ce fut lancé artificiellement.

Du point de vue économique, la situation était bonne jusqu'au début des années nonante, mais les dernières quinze années ont été une catastrophe économique. Les gens sont habillés pauvrement, les prix ont grimpé, le chômage a atteint des sommets, la sécurité sociale n'existe plus. Nos interlocuteurs sont persuadés qu'il n'y avait pas besoin de guerre pour se débarrasser de *Milosevic*. Il était un agent de la CIA. Il avait laissé se développer la criminalité et la corruption de la police. Aujourd'hui, c'est une classe supérieure corrompue qui règne en Serbie. Pourquoi cette guerre contre la Yougoslavie? Selon nos interlocuteurs, ce n'est qu'un premier pas vers les énormes richesses en matières premières de la Russie.

Uranium appauvri et autres types de bombes …

Lors d'une rencontre à la faculté de sécurité du travail à Nis, nous eûmes l'occasion de nous entretenir avec le professeur *Nedeljkovic* (voir l'article p. 5). En octobre de l'année dernière, l'ONG *Ekolend,* en collaboration avec le *Media Center* avaient organisé un colloque consacré à l'uranium appauvri (*Depleted Uranium*). Le Dr Radic et le professeur Nedeljkovic avaient informé sur les dommages causés à la santé comme conséquence des munitions à l'uranium. Mais il y avait encore d'autre bombes que celles à l'uranium qui étaient tombées à la frontière bulgare, illuminant toute la région – dans ce cas aussi, les «partenaires» de l'OTAN devront rendre des comptes.

Peut-on imaginer que les Américains ne se font pas de soucis quant à la santé de leurs soldats au C*amp Bondsteel* situé dans une région fortement contaminée dans le sud de la Serbie? La majorité de ces soldats sont latino-américains et toute la nourriture vient de l'étranger …

En 1999 personne ne s'était préoccupé, en Serbie, du problème de l'uranium appau-

Suite page 5

Comment les mensonges d'agences de relations publiques ont entraîné l'Occident dans la guerre contre la Serbie

Les agences de relations publiques qui ont oeuvré dans les guerres des Balkans sont pour la plupart des spécialistes en communication puissants et (du moins aux Etats-Unis) renommés et dignes de confiance. Elles passent pour être des sources crédibles surtout quand on considère le profil de leurs employés. Ils remplissent tous les conditions nécessaires pour être des *independent messengers* comme l'exige la *public diplomacy* (Peterson, 2002).

C'est ainsi que lors des guerres des Balkans, les gouvernements bellicistes ont été en mesure de transformer leur propagande en messages crédibles à travers les filtres des agences de relations publiques et de leurs nombreux canaux de communication. Il en est résulté une homogénéisation de l'opinion publique aux Etats-Unis (et dans les pays occidentaux en général): le gouvernement américain, *Amnesty International, Human Rights Watch, Freedom House,* l'*United States Institute of Peace,* la *Soros Foundation,* des intellectuels libéraux et de nombreux conservateurs, l'ONU, des journalistes, mais aussi les gouvernements de Zagreb et de Sarajevo, les dirigeants des Albanais du Kosovo, l'UÇK ont tous eu, à quelques nuances près, la même interprétation de ces guerres.

Résumons de manière quelque peu schématique: Les Serbes ont succombé au fanatisme nationaliste et ont voulu établir une Grande Serbie. Slobodan Milosevic, communiste incorrigible, s'est imposé à eux comme chef et a attaqué avec l'armée populaire yougoslave les républiques non-serbes. Il a laissé l'armée populaire yougoslave commettre des viols collectifs, des épurations ethniques et des génocides. Les autres ex-Yougoslaves – Slovènes, Croates, Macédoniens – étaient des peuples pacifiques et démocratiques (les Monténégrins avaient une image ambivalente: du moment qu'ils étaient solidaires de Belgrade, ils passaient eux aussi pour agressifs, mais quand ils ont rompu avec Belgrade, ils se sont transformés en un peuple pacifique).

Telle est l'image répandue par les agences de relations publiques. Elle est identique à la propagande des belligérants ex-yougoslaves non-serbes.

Source: Jörg Becker / Mira Beham, Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod, ISBN 3-8329-1900-7, p. 35.

«L'objectif principal était l'occupation militaire de la région»

Prise de position de Velimir Nedeljkovic, professeur à la Faculté de sécurité du travail de l'université de Nis, Serbie (janvier 2007)

Je suis spécialiste des questions d'énergie et d'hydrotechnique. Né en 1942, j'ai vécu deux guerres. Celle de 1999 fut la seconde.

Il existe actuellement dans le monde de nombreux types d'armes nouvelles, surtout pour la destruction d'armes lourdes comme les chars d'assaut et celle des bunkers et des forteresses. Il y a plusieurs années, pendant la guerre du Golfe, on a utilisé des armes à l'*uranium appauvri* (UA). Ces munitions ont ensuite été utilisées en Bosnie-Herzégovine, et en 1999 en Serbie et au «Kosovo et Metohija». Entre le 24 mars et le 10 juin 1999, la Serbie a été bombardée pendant 80 jours entiers avec ces armes qui étaient nouvelles pour nous.

Sept ans plus tard, nous ressentons nettement ce que cela signifie

Aujourd'hui, on n'en parle plus beaucoup dans le monde, comme si on voulait cacher la vérité. Je ne veux pas que mes propos soient compris comme antiaméricains ou antieuropéens. En Serbie, nous tenons absolument à faire partie des pays développés et à jouir de tous les avantages de la civilisation. Dans le monde entier, l'espérance de vie augmente plus ou moins, surtout dans les pays les plus développés. Prenons par exemple le Japon, où il n'est pas rare que les gens atteignent l'âge de 100 ans. En même temps, en Serbie, l'espérance de vie va constamment diminuer. La raison en est que le territoire est contaminé par l'UA.

Seuls les pays riches peuvent se permettre de faire des recherches scientifiques avec des techniques sophistiquées pour prouver la relation entre l'augmentation des cancers et l'utilisation de munitions à l'UA. Actuellement, nous ne sommes pas capables de le faire, mais nous ressentons nettement dans notre chair les effets de ce qui s'est passé en 1999.

Ce que les deux parties, c'est-à-dire l'OTAN et notre pays, ont reconnu, c'est que ces munitions ont été utilisées 112 fois en Serbie, dont 107 fois sur le territoire du Kosovo et Metohija et 5 fois en Serbie du Sud et 1 fois dans la péninsule de Lustica au Monténégro.

La question se pose de savoir pourquoi c'est justement la Serbie du Sud qui a été bombardée avec ces munitions. Elle passe pour une région sous-développée, peu peuplée et dépourvue de forteresses. Une des cibles qui ont été détruites était l'antenne relais de télévision située sur la montagne de Plackovica près de Vranje.

Après la guerre de 1999, l'armée a clôturé la région avec des barbelés qui ont été enlevés par la suite par les paysans indigènes pour y faire paître le bétail. Il est très probable que dès la première année de la guerre, l'UA ait pénétré dans la terre et dans la nappe phréatique et qu'à cause du vent, de la pluie et d'autres phénomènes climatiques, l'UA se soit propagé sur un périmètre plus étendu.

Cette zone, ainsi que d'autres à Bratoselac et Borovec près de Bujanovic n'ont été nettoyées qu'en 2004. Maintenant nous sommes en 2007, sept ans après les bombardements et il reste encore des zones qui n'ont pas été nettoyées, tel le village d'Areljan près de Presevo mais j'espère qu'il le sera cette année encore. Beaucoup trop de temps s'est écoulé et il se peut que les particules d'UA se soient propagées sur des territoires plus vastes et les aient contaminés.

Ligne de partage des eaux

Comme la Serbie du Sud est sous-développée et sans installations militaires importantes, il est logique qu'on se demande pourquoi elle a été bombardée avec ces munitions. *Ceux qui connaissent bien la géographie pourront constater que c'est une région de partage des eaux, c'est-à-dire qu'il y a là-bas deux bassins fluviaux. L'un, avec les rivières Pcinja et Melodimka, aboutit via le fleuve Vardar à la mer Egée, l'autre, avec la rivière Sitnica près d'Urosevac, aboutit via les fleuves Juzna Morava, Velika Morava et le Danube à la mer Noire. Ainsi, depuis sept ans, la mer Egée et la mer Noire sont contaminées.* Tout le monde sait que les projectiles à l'UA sont utilisés pour détruire à haute température les chars d'assaut, les bunkers, etc. Pendant la guerre, il n'y avait pas ce genre de cibles dans cette région. La question se pose donc de savoir pour quelle raison il y a eu des bombardements. Est-ce que ces bassins fluviaux devaient être contaminés pour une très longue durée, voire l'éternité (on sait que la demi-vie de l'UA est de 4,5 milliards d'années)?

La Serbie est en tête pour l'augmentation des cas de cancer de l'utérus

Il appartient aux pays développés de prouver la relation entre l'utilisation des munitions à l'UA et l'augmentation des cancers. Pour nous, en Serbie, il est clair qu'on ne peut pas empêcher les cancers et qu'on observe une augmentation dans le monde entier. Mais elle n'est pas partout pareille. Chez nous, elle est considérable. On a constaté récemment que la Serbie était en tête pour l'augmentation du cancer de l'utérus, qui atteint surtout les femmes jeunes. 1500 nouveaux cas ont été signalés dont 450 ont entraîné la mort de la patiente.

Nous n'avons pas les moyens d'effectuer un dépistage permanent pour déceler la maladie à son stade initial où elle peut être le mieux guérie. Les cas découverts dans notre pays sont des cas tardifs difficilement guérissables. C'est probablement la raison pour laquelle notre taux de décès est un des plus élevés d'Europe. Cela, il faut le dire afin que le monde sache ce qui s'est vraiment passé en 1999 sur notre territoire. Il s'agit en réalité d'un écocide [écocide: destruction d'un écosystème, en l'occurrence à la suite de bombardements] ou, pour dire les choses encore plus clairement, d'une expérience gratuite sur des êtres vivants. Ceux qui nous ont bombardés observent minutieusement les résultats de

Ligne de partage des eaux

«Comme la Serbie du Sud est sous-développée et sans installations militaires importantes, il est logique qu'on se demande pourquoi elle a été bombardée avec ces munitions. *Ceux qui connaissent bien la géographie pourront constater que c'est une région de partage des eaux, c'est-à-dire qu'il y a là-bas deux bassins fluviaux. L'un, avec les rivières Pcinja et Melodimka, aboutit via le fleuve Vardar à la mer Egée, l'autre, avec la rivière Sitnica près d'Urosevac, aboutit via les fleuves Juzna Morava, Velika Morava et le Danube à la mer Noire. Ainsi, depuis sept ans, la mer Egée et la mer Noire sont contaminées.*»

l'augmentation des cancers qui montrent en réalité que ce n'est pas du tout aussi bénin qu'on l'a prétendu au début. Ce qui est aussi étonnant, c'est qu'au début notre pays se soit tu à ce sujet. Ce sont les gouvernements des pays dont les soldats servaient dans les troupes de l'OTAN qui en ont parlé les premiers, soldats italiens, allemands, portugais chez qui on a tout d'abord découvert le syndrome des Balkans et les cancers. Tout le monde sait qu'actuellement, il y a en Italie et en Allemagne des procès en dommages-intérêts intentés par les familles de soldats décédés.

Un million de tonnes de déchets nucléaires aux Etats-Unis

Devant les tribunaux, les experts ont prouvé la relation existant entre la mort de ces soldats et leur séjour au Kosovo et Metohija lors de l'agression de l'OTAN contre la Serbie. Si seulement l'année 1999 était la dernière pendant laquelle on a utilisé des munitions à l'UA!

Si cet usage était aussi anodin et inoffensif, leurs inventeurs, au Pentagone, devraient recevoir le prix Nobel parce qu'ils auraient réussi à résoudre un problème mondial auquel même les scientifiques n'ont pas encore trouvé de solution, celui des déchets nucléaires qui, en Amérique seulement, représentent à peu près un million de tonnes et peut-être autant dans le reste du monde. Chaque pays procède différemment.

En Amérique, le problème est repoussé à plus tard, quand la science aura atteint le niveau qui lui permettra d'en venir à bout. Au Japon et en Russie, il est également différé. Mais la quantité de déchets nucléaires est devenue si considérable que les experts du Pentagone ont trouvé une solution: ils les exportent à l'étranger sous forme de munitions à l'UA.

Il n'est pas nécessaire d'être très intelligent pour constater que les munitions à l'UA nuisent à l'environnement et à la santé humaine. Ce que les pays membres de l'OTAN soulignent, c'est-à-dire que les munitions à l'UA n'appartiennent pas à la catégorie du nucléaire, n'est que partiellement juste. Il est vrai qu'il n'y a ni réaction nucléaire ni rayonnement important.

Violation des Conventions de Genève

Mais ce sont des armes qui tuent sans discrimination en raison de leur toxicité, qui causent aux soldats et à la population civile des souffrances considérables et sont pour cette raison interdites par les *Conventions de Genève*.

De nombreuses conventions, traités et protocoles internationaux ont été violés lors de la guerre de 1999. Mais le monde n'en tient pas compte. S'il se produit à l'avenir une catastrophe mondiale, ce sera une catastrophe nucléaire et écologique.

Par catastrophe nucléaire je n'entends pas une guerre globale nucléaire dont l'humanité n'a pas l'expérience et à laquelle elle ne survivra probablement pas. Je pense avant tout à cette masse de déchets nucléaires qui sont dispersés sur de vastes territoires de par le monde et tueront des innocents pendant des siècles.

Par catastrophe écologique, j'entends ce que nous vivons maintenant sur notre planète, c'est-à-dire le changement climatique global, qui est en relation avec les pays industrialisés très développés. Je pense ici en premier lieu à la pollution globale et au refus des pays développés, avant tout des Etats-Unis, de ratifier les accords de Kyoto qui fixent des valeurs limites pour réduire la pollution atmosphérique.

Cette année l'Europe, notamment, a très fortement ressenti ces changements globaux. Je pense que le Forum de Davos, où la question est à l'ordre du jour, incitera les pays développés à ratifier au plus vite les accords existants pour préserver le monde de plus grandes catastrophes, avant tout des périodes de sécheresse, des inondations et de leurs conséquences: les famines et toutes sortes de maladies encore inconnues qui dévasteront la Terre.

Tout cela constitue une réponse brutale de la nature au comportement arrogant de la créature la plus intelligente de la planète, l'homo sapiens.

Même si par le passé la science a estimé qu'une activité solaire plus intense jouait également un rôle, la thérapie reste incertaine car il n'existe pas de consensus planétaire sur cette question.

Tout le monde sait aujourd'hui qu'à part l'Amérique, la Chine utilise également beaucoup de combustibles fossiles, surtout du charbon, énergie bon marché mais source importante de pollution globale. C'est aux dirigeants des grandes puissances que revient la lourde responsabilité de ratifier au plus vite les accords de Kyoto et de Rio pour que le changement climatique puisse être sinon stoppé du moins ralenti afin de préserver notre planète pour les générations à venir.

A mon avis, la raison des bombardements de 1999 n'était pas la chute de *Milosevic* car il aurait pu être renversé d'une autre façon. Cela dit en passant, en 1999 et même plus

Suite page 6

«La Serbie – huit ans après la guerre …»
suite de la page 4

vri (UA). Il n'apparut que du fait de la maladie déclenchée chez des soldats italiens, allemands et portugais. En Serbie, c'est Zoran Stankovic, de l'Académie militaire, qui en parla le premier. Il avait examiné des cadavres de soldats de la guerre en Bosnie. Sarajevo avait été bombardée en 1996. Stankovic avait exigé un examen supplémentaire des soldats. Il eut lieu, mais sans que les résultats aient été communiqués.

Nous sommes impressionnés par les raisons de cette guerre données par nos interlocuteurs. En effet, la guerre s'est déclenchée contre eux et ils durent en comprendre les raisons. On veut mener la guerre en Europe, selon eux. La guerre contre l'Iran est à distinguer. L'Europe pourrait se ressaisir économiquement au bout de 20 ans – pas l'Iran, ni l'Irak, ni l'Afghanistan. Cet aspect quant aux motifs des fauteurs de guerre élimine toute allusion à des «tensions ethniques» comme causes de la guerre. Les gens savent très bien les raisons de cette guerre. Ecraser économiquement, détruire, puis faire des affaires. L'émetteur américain *Fox News* pouvait être capté partout en Yougoslavie. Aujourd'hui, la ville de Nis possède plus de 10 émetteurs de télévision privés, mais ne peut capter les fréquences nationales qui ne seraient qu'à Belgrade.

Des bombes à fragmentation sur le toit d'une école

Peu avant notre arrivée, on trouva sur le toit d'une école une bombe non éclatée. Des spécialistes, venus de Belgrade, la détruisirent; ainsi, personne n'eut à en souffrir. Ce type de munition a comme caractéristique qu'elles n'explose qu'au moment où quelqu'un y touche. Ce qui fait que ces bombes à fragmentation ou à sous-munition peuvent tuer des années après la fin d'une guerre. On s'efforce sur le plan international d'interdire ce type de munition.

Il reste quelques questions: Qui aidera la population serbe? Qui aidera financièrement les hôpitaux surpeuplés? Comment faire se développer l'agriculture, dont dépendent de nombreuses familles? Existe-t-il une technique permettant d'éviter les poussières de l'uranium appauvri?

Ce voyage nous a fortement impressionnés. La conscience interdit de fermer les yeux. •

La propagande américaine parlait de 500000 morts au Kosovo: pur mensonge

Cette «rhétorique belliciste déchaînée» (Baier), était fondée sur des informations – non prouvées au moment de leur annonce – suggérant des crimes serbes d'une ampleur inimaginable. Le 16 mai, le ministre américain de la Défense *Cohen* articula devant la presse le chiffre d'«environ 100000 morts», qui avait déjà été propagé le 19 avril par le porte-parole du Département d'Etat *James Rubin.* Et le ministère des Affaires étrangères des Etats-Unis n'excluait pas la possibilité que quelque 500000 Albanais du Kosovo portés disparus aient été tués.

Les Nations unies estimèrent le nombre de morts tout d'abord à 44000, puis à 22000, pour enfin établir le chiffre définitif à 11 000 morts à la fin de la guerre au Kosovo.*

Le 8 avril 1999, *Rudolf Scharping* présenta le plan «Fer à cheval» à propos duquel il nota dans son journal de guerre: «Enfin, nous avons la preuve que l'épuration systématique et l'expulsion des Albanais du Kosovo étaient prévues dès décembre 1998». Plus tard, le général de brigade allemand *Heinz Loquai* et d'autres révélèrent que ce plan était un faux.

Source: Jörg Becker, Mira Beham, Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod, ISBN 3-8329-1900-7, p. 35

* Six ans après la guerre de l'OTAN contre la Yougoslavie, le Tribunal pénal de La Haye a exhumé en tout 4392 corps sans pouvoir, dans bien des cas, spécifier leur nationalité ni la cause de leur mort. 2099 personnes (58%) sont identifiées. Le Comité yougoslave pour la documentation des crimes contre l'humanité a retenu, pour la période de janvier 1998 à novembre 2001, le chiffre de 1835 morts, dont 297 civils albanais et 1441 disparus. Le Comité de la Croix-Rouge internationale, dans la troisième édition (2004) de son livre sur les personnes disparues, mentionne les noms de 3272 personnes disparues sans laisser de traces, dont 300 Serbes. Selon des informations de la Croix-Rouge serbe, 1192 Serbes et 593 personnes d'autres nationalités ont été tués entre juin 1999 et fin 2003. L'ONG serbe des parents de personnes disparues au Kosovo était encore, en 2005, à la recherche de 1128 personnes disparues.

Propagation rapide de tumeurs malignes

par la Doctoresse Natasa Lukic, spécialiste en épidémiologie, registre hospitalier des cancers, clinique oncologique KC Nis

Les tumeurs malignes sont les maladies les plus fréquentes qui mènent à l'invalidité et la mort prématurée dans notre pays. En Serbie 32 000 personnes sont atteintes de cancer chaque année et 19 000 en meurent.

Sur la base des données du registre des cancers de 2002, 23 898 personnes sont atteintes en Serbie centrale, 12 449 hommes et 11 449 femmes.

Les hommes sont atteints le plus souvent par des cancers des poumons ou des bronches (23,9%), des intestins (12,8%), de la prostate (7,9%), de la vessie (7,7%) et de l'estomac (5,7%).

Chez les femmes les cancers sont le plus souvent des cancers du sein (25,4%), de l'orifice de l'utérus (9,5%), des intestins (9,2%), des poumons et des bronches (7,8%) et de l'utérus (5,1%)

Le cancer représente – après les affections cardiaques – la deuxième plus importante cause de mortalité dans notre pays. Entre 1990 et 2002, le taux de mortalité des deux sexes a augmenté d'environ 28% dans notre pays.

En 2002 13 067 personnes sont décédées de cancers en Serbie centrale, dont 7496 hommes et 5571 femmes. Le plus souvent les hommes sont morts de cancer des poumons ou des bronches (29,2%), des intestins (11,7%), de l'estomac (7,7%) et de la prostate (6,8%).

Suite aux mêmes sources, les femmes sont décédées du cancer du sein (17,6%), des poumons et des bronches (11,2%), des intestins (10,8%) et de l'orifice de l'utérus (6,6%).

23 millions de tumeurs malignes découvertes en 5 ans

Dans le monde entier 10 millions de personnes sont atteintes de cancer chaque année. On estime qu'au cours des 5 dernières années, des tumeurs malignes ont été découvertes chez 23 millions de personnes.

Le plus grand nombre est enregistré dans les pays industrialisés.

Suite aux estimations de la communauté internationale de lutte contre le cancer en Europe, le nombre des nouveaux cas dans les pays d'Europe de l'Est doublera jusqu'en 2025 suite à l'augmentation des facteurs de risques et de l'âge moyen de la population.

On peut prévenir un tiers des tumeurs malignes. La prévention se concentre sur la réduction de facteurs de risque et le dépistage précoce de la maladie. Plus de 40% des cas mortels sont en relation avec la fumée, la mauvaise nutrition et des infections.

Que vont faire les pays membres de l'OTAN ayant participé à la guerre pour améliorer les perspectives des enfants de l'ex-Yougoslavie? (photo uf)

Les maladies malignes ne sont que pour environ 10% le résultat de facteurs génétiques. On estime que la plupart des cas se développent suite à notre comportement et à l'influence de l'environnement. Un style de vie adéquat exige un changement des habitudes de vie et de nutrition, et des activités physiques régulières. On est toujours plus exposé aux influences dommageables de l'environnement, ce qui augmente les risques d'une tumeur maligne.

Le meilleur moyen de lutter contre les tumeurs malignes est la prévention primaire, c'est-à-dire l'élimination des influences nocives ou l'introduction d'un comportement positif. Les experts estiment, qu'on pourrait éviter deux tiers des cas de cancer par la prévention.

Malheureusement la prévention n'est pas toujours possible: Les causes ne sont toujours pas toutes connues ou elles ne peuvent être évitées. C'est pourquoi la prévention secondaire est aussi de grande importance, c'est-à-dire le dépistage précoce. Le succès de guérison dépend notamment du stade de la maladie lors de la diagnose.

La plupart des pays industrialisés ont développé des programmes de prévention à la fin du 20e siècle.

Les aspects les plus importants sont la lutte contre le tabac, le changement des habitudes de vie (nutrition et activité physique), des examens réguliers (programmes de dépistage). Ces activités ont interrompu l'augmentation des cas de maladies, voire réduit le nombre des malades et des décès.

Les femmes de Serbie ont aujourd'hui le plus grand risque de développer un cancer

Suite aux preuves existantes de l'efficacité et de la rentabilité du dépistage précoce, celui-ci est aujourd'hui généralement accepté et recommandé par les institutions internationales pour lutter contre le cancer de l'orifice de l'utérus, le cancer du sein et le cancer du gros intestin. Quand il s'agit d'une autre localisation d'un cancer (p. ex. dans la prostate) les preuves ne suffisent pas encore pour justifier un dépistage précoce dans la population en général.

La commission spécialisée d'oncologie en Serbie prévoit le dépistage précoce du cancer de l'orifice de l'utérus et du gros intestin pour 2007. La décision pour le dépistage précoce du cancer du sein a été prise mais n'a pas encore pu être implémentée suite à l'énorme travail que cela demande et au manque de moyens financiers. Nous espérons que notre pays pourra bientôt aussi profiter de cette méthode.

L'incidence du cancer de l'orifice de l'utérus et trois fois plus élevée en Serbie qu'en Union européenne. Seule la Roumanie a une mortalité plus élevée.

Avec l'aide du gouvernement français, le dépistage précoce pour le cancer de l'orifice de l'utérus a déjà été préparé en 2005. Le but était la réduction de la mortalité dans la région de Branicevo (où le taux est le plus élevé) et dans le pays tout entier par l'amélioration des soins par les gynécologues en faveur de la prévention primaire et secondaire. Un an après le début du programme de dépistage précoce, le taux moyen des examens gynécologiques était de 44,2%.

Une progression de 53% des tumeurs malignes dans la clinique oncologique de Nis

L'introduction de programmes de dépistage précoce se base sur les données du registre hospitalier des cancers de la clinique oncologique de Nis, d'après lesquelles le nombre des tumeurs malignes de tout genre a augmenté de 53% entre 1996 et 2005. La plus grande progression a été observée chez les cancers urologiques (178%), les cancers intestinaux (96%), les cancers gynécologiques (51%) et les cancers du sein (23%). •

(Traduction *Horizons et débats*)

Fait en Serbie, janvier 2007

«Trois millions d'enfants ont été directement menacés par les bombardements arbitraires des agresseurs de l'OTAN. Depuis le début de l'agression, beaucoup d'enfants ont été blessés et tués. Presque 250 000 enfants réfugiés des anciennes républiques yougoslaves, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine, qui avaient trouvé un refuge dans la République fédérale de Yougoslavie, ont été encore une fois exposés aux horreurs de la guerre. Depuis le début de l'agression, les enfants n'ont pas la possibilité d'aller à l'école, et on estime que presque 100 000 enfants ne pourrons pas commencer l'école cet automne parce que de nombreuses écoles de la maternelle et du primaire ont été détruites par les bombes de l'OTAN.»

Source: Yugoslav Daily Survey, n° 2402, Special Issue, 8/6/1999

«L'objectif principal était ...»

suite de la page 5

tard, le pouvoir de Milosevic a même été renforcé et c'est seulement un an plus tard, que le président n'a pas été réélu.

Cela veut dire qu'il a été éliminé de la scène politique non pas par les bombes mais démocratiquement, par la volonté populaire. Les bombes larguées sur la Serbie en 1999 n'ont rien résolu, même pas les problèmes de la population du Kosovo.

L'objectif principal était de s'emparer militairement de la région

L'objectif principal des grandes puissances a été fixé à Rambouillet. Les objectifs définis là-bas étaient pratiquement inacceptables pour n'importe quel pouvoir politique. On a demandé un renforcement des troupes et une prise de possession de la région par le pouvoir militaire. Cela équivalait pratiquement à une occupation. N'importe quel autre homme politique que Milosevic aurait refusé ces conditions. L'objectif principal était de s'emparer militairement de la région. Les raisons en sont probablement plus profondes. Je ne peux qu'avancer des hypothèses. Il s'agissait de déplacer vers l'est les bases de l'OTAN situées en Allemagne et en Italie. Je ne sais pas si les bases de l'Alliance au Kosovo y sont installées à cause du projet d'oléoduc menant de la mer Caspienne à l'Adriatique.

Ce ne sont là que des suppositions et l'avenir dira si elles sont correctes. Ce qui est sûr, c'est que les réserves mondiales de pétrole, d'après des calculs globaux, suffiront pour quelque 30 ans. On suppose que ceux qui règneront sur les champs pétrolifères gouverneront le monde.

Peut-être est-ce aussi une explication de la présence de troupes américaines en Irak et dans la région, qui ont pour mission de défendre ces territoires et d'éventuels futurs pipelines par la force des armes.

Nous sommes tous témoins aujourd'hui que l'Europe de l'Ouest tremble devant les changements dans le ravitaillement en gaz provenant de Sibérie. Ce gaz pose des problèmes parce qu'il doit être acheminé à travers beaucoup d'Etats souverains. Mais ce sont des problèmes du passé en regard des problèmes que pourrait poser un oléoduc reliant la mer Caspienne aux ports de l'Adriatique. Cela veut dire qu'un des objectifs pourrait être la conquête militaire de ces territoires. Le second objectif est le rapprochement des puissances de l'OTAN par rapport aux frontières russes. Je pense cependant qu'en 1999, le monde a évité un conflit plus vaste grâce à la non-ingérence de la Russie qui est aussi une puissance mondiale.

Les deux guerres mondiales ont été menées sur le territoire européen

Je pense que la plupart des habitants de l'Europe ne veulent pas d'une guerre élargie et de conflits militaires car ils en ont fait l'amère expérience.

Les deux guerres mondiales ont été menées en Europe et ce n'est peut-être pas un hasard si les deux fois l'Amérique y a participé aux côtés des alliés. Le monde a trouvé

Suite page 7

L'ONG serbe «Otpor», exportatrice de coups d'Etat, est financée par les Etats-Unis

En Serbie, l'ONG Otpor a joué et joue un rôle particulier dans les débats sur la politique intérieure. Otpor – un mot serbe qui signifie résistance – organisation issue d'un mouvement d'étudiants, a été créée en 1998 à Belgrade comme réponse aux lois édictées par le gouvernement de *Slobodan Milosevic* sur les universités et les médias. Ce mouvement, avec comme emblème un poing fermé noir parodiant ainsi le symbole bolchevique, n'est devenu une organisation politique qu'après la guerre du Kosovo en 1999. La stratégie d'Otpor se fonde sur une «résistance non-violente». Cette base a été fournie par le livre de *Gene Sharps* «From Dictatorship to Democracy: A Conceptual Framework for Liberation» (1993), dont la traduction, la publication et la distribution en Serbie (5000 exemplaires) ont été rendues possibles grâce à l'argent de l'ONG américaine Freedom House. (La fabrique à penser conservatrice Freedom House est financée entre autres par la *Soros Foundation,* la *Ford Foundation,* la *National Endowment for Democracy,* l'*USAID* et le *State Departement*.)

Otpor est devenue très vite le point de cristallisation pour le mouvement d'opposition serbe qui a provoqué finalement la chute de Milosevic en 2000. Otpor a reçu un soutien financier, opérationnel et logistique de différentes institutions qui sont reliées au gouvernement américain et sont financées par les Etats-Unis (la *National Endowment for Democracy,* l'*United States Institute of Peace,* l'*USAID* et l'*International Republican Institute*). En présence du président du Bundestag allemand, la fondation Friedrich-Ebert a attribué son prix annuel des droits de l'homme à cette ONG serbe en 2001.

Le succès d'Otpor n'avait pas seulement pour résultat que ce mouvement est devenu un modèle pour des organisations politiques de même nature, dans d'autres pays européens de l'Est qui avaient, ou qui ont, pour but de chasser le gouvernement en place à l'aide d'une «résistance non-violente» (Kmara en Géorgie, Pora en Ukraine, Zubor en Biélorussie, KelKel en Kirghizistan, Oborona en Russie etc.). Mais les leaders et les idéologues d'Otpor sont aussi devenus des entraîneurs pour les dirigeants révolutionnaires européens de l'Est. En 2003 par exemple, l'*Open Society Institute* de la *Soros Foundation* a envoyé le leader de l'opposition géorgienne *Mikhail Saakashvili* et quelques-uns de ses jeunes militants en Serbie où les membres d'Otpor les ont instruits (Kmara a été financé par *Freedom House,* la *National Democratic Institute,* l'UE, l'*International Republican Institute,* la *National Endowment for Democracy,* l'*OSCE,* l'*USAID* et le Conseil européen). Des militants de premier plan de Pora en Ukraine ont été également formés par Otpor. Aujourd'hui, Otpor représente le noyau de tout un réseau d'organisations analogues en Europe de l'Est.

Source: Becker, Jörg, Beham, Mira: Operation Balkan: Werbung für Krieg und Tod, ISBN 3-8329-1900-7, S. 35

Les «tambours de guerre» allemands roulent-ils eux aussi contre la Russie?

par Karl Mueller, Allemagne

Dans son excellent livre intitulé «Tambours de guerre», paru en 1996 (dont le tirage est malheureusement épuisé aujourd'hui), *Mira Beham* a expliqué avec beaucoup de précision les mécanismes de propagande qui préparent les conflits et les guerres pendant les années qui les précèdent.

Dans la lettre que Mme *Angela Merkel*, chancelière de la République fédérale d'Allemagne, a adressée le 23 avril au président de la Fédération de Russie *Poutine,* à l'occasion du décès de son prédécesseur, M. *Boris Eltsine*, elle a non seulement exprimé ses «condoléances les plus sincères», mais qualifié M. Eltsine de «partisan courageux de la démocratie et de la liberté».

D'autres hommes politiques, tels le président de la République fédérale d'Allemagne, M. *Horst Koehler*, et le président des Etats-Unis d'Amérique, M. *George W. Bush,* ont souligné particulièrement les mérites du défunt. *Koehler* a parlé de «la lourde perte» qu'avaient subie «la Russie, l'Europe et le monde entier», tandis que Bush évoquait le «personnage historique» qui avait aidé à poser «les fondements de la liberté en Russie».

Sans manquer de respect au défunt et à ses proches: c'est là déformer par trop la réalité, et les termes utilisés rappellent fort les «fabriques à penser» américaines. Quant aux Russes eux-mêmes, selon un témoignages diffusé le 24 avril par la «Deutsche Welle», Eltsine est resté dans la mémoire de nombre d'entre eux comme quelqu'un qui a implanté «le chaos, la pauvreté et un capitalisme prédateur».

1996: victoire électorale d'Eltsine favorisée par les oligarques économiques

Le lexique internet *Wikipedia* résume ainsi l'ère de la présidence d'*Eltsine*: «Pendant qu'il exerçait le pouvoir, la Russie a connu sa crise économique la plus marquée, le produit national brut diminuant de moitié. En 1996, une réélection semblait exclue. Seule la propagande massive d'oligarques économiques en faveur d'*Eltsine* lui a permis de l'emporter […]. Ces oligarques se sont efforcés ainsi avec succès de prévenir un accaparement par l'Etat de la propriété qu'ils avaient acquise souvent de manière douteuse. Eltsine est considéré, aujourd'hui encore, comme un des principaux personnages de la privatisation réalisée durant les années nonante, avec des méthodes caractérisées par une extrême corruption et dénuées de tout professionnalisme.»

Eltsine: tout sauf un démocrate

Dans les colonnes de la *Frankfurter Rundschau*, on a pu lire le 24 avril: «[…] Boris Eltsine était loin de chercher à établir une base démocratique. […] Il a commencé à gouverner par décrets. […] Dans sa lutte contre le parlement, il a recouru à l'armée […] Le président élu s'est transformé en despote, aussi éloigné des masses que les bonzes contre lesquels il avait combattu jadis.» *Spiegel online* a écrit le 23 avril à son sujet: «Il n'était pas un véritable démocrate et ne l'est pas devenu par la suite.» Et même la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* de parler, dans un article plutôt complaisant par ailleurs, du «capitalisme prédateur» dont il fut le parrain.

En effet: sous la présidence d'Eltsine, les privatisations ont eu lieu à la façon de la mafia, une partie considérable du patrimoine national étant transférée dans des paradis fiscaux occidentaux. Ainsi la population russe a-t-elle été expropriée et spoliée du fruit de son travail, son train de vie descendant au niveau des pays en développement tandis que les rares oligarques s'enrichissaient au point de devenir milliardaires. Le quotidien britannique «The Observer» a écrit à l'époque où Eltsine était encore au pouvoir: «Aucun autre pays n'a jamais vécu de privatisation de cette envergure. L'avidité, le désir de s'enrichir à n'importe quel prix, était sans limite. Les gens au pouvoir considéraient cette puissance comme un moyen de s'enrichir directement et sans vergogne.»

La Russie est alors devenue le «modèle» rêvé des néo-libéraux occidentaux. Ce n'est pas pour rien que les «Chicago boys», comme l'a expliqué l'ancien ministre allemand des affaires sociales, M. *Norbert Blum,* dans ces colonnes (*Horizons et débats* du 19 mars 2007), ont parrainé si résolument l'évolution de l'économie russe post-soviétique.

Le rôle douteux de Bérésovski

Un des anciens oligarques russes est le milliardaire *Boris Bérésovski,* qui vit aujourd'hui à Londres. C'était un confident de Boris Eltsine, à l'époque duquel il a assumé, pendant un certain temps, les fonctions de secrétaire du puissant Conseil de sécurité, gérant en même temps les fonds de la famille Eltsine. Le caractérisant par le titre «Le parrain de tous les oligarques», la *Neue Zürcher Zeitung* du 10 décembre 2006 écrivait à son propos: «*Eltsine* désignant, à la veille du nouveau millénaire, l'apparemment docile *Vladimir Poutine* comme son successeur, ce fut *Bérésovski* qui finança donc son élection. Mais comme Poutine ne se considérait pas comme un simple fantoche, il fit aussitôt analyser les affaires de son bienfaiteur. […] Bérésovski s'enfuit en colère.» Au Royaume-Uni, que gouverne l'allié le plus fidèle du président des Etats-Unis.

Il y a peu de temps, ce même Bérésovski fit les gros titres de l'actualité après une interview donnée au quotidien britannique *The Guardian*. Il y exposait qu'il était en train de financier des politiciens proches de Poutine pour préparer une révolte: «Nous devrons recourir à la force pour éliminer ce régime.»

Une question s'impose alors: Les propos de la chancelière, du président de la République fédérale et du président des Etats-Unis sont-ils de simples formules diplomatiques à l'occasion d'un décès ou faut-il les considérer comme des roulements de tambour annonçant une guerre contre la Russie actuelle?

C'est un fait établi qu'Eltsine avait mis son pays en solde, à la disposition de l'occident, et s'était ainsi enrichi, lui-même et sa famille. Or Poutine refuse d'en faire autant.

En 1997, alors qu'Eltsine était encore au pouvoir, le stratège américain *Zbigniev Brezinski*, a écrit au sujet de la Russie dans son livre intitulé «Le Grand Echiquier»: «A long terme, il faudra résoudre le problème qui consiste à éviter la renaissance d'un empire eurasiatique capable d'empêcher l'Amérique d'atteindre son but géostratégique visant à former un grand système euro-atlantique susceptible intégrer la Russie d'une façon durable et sûre.»

Peu de temps après l'élection de Poutine, au début de l'an 2001, Brezinski avait averti la Russie pour la première fois sérieusement, par le biais de l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*, de ne pas abandonner sa politique de soumission. Poutine n'en a pas tenu compte.

Quant à Mme Angela Merkel, elle est en train d'instaurer en Allemagne un capitalisme prédateur néolibéral et néoconservateur et de faire de son pays le navire de guerre des Etats-Unis. En obligeant toute l'Europe de l'UE à s'y installer.

La Russie figurerait-elle aussi sur le calendrier des prochaines confrontations et guerres?

Le 26 avril, un jour après les funérailles de *Boris Eltsine*, Poutine a réitéré, lors d'un discours sur l'Etat de la nation prononcé devant les Chambres réunies, sa critique très nette du réarmement auquel procèdent les pays membres de l'OTAN. Comme ces pays n'ont pas tenu, jusqu'à maintenant, les engagements qu'ils ont contractés en ratifiant le traité sur la réduction des armes conventionnelles en Europe (Conférence sur la Sécurité en Europe, CSCE), il a réagi en annonçant que la Russie, elle aussi, suspendrait l'application du traité.

Lors d'une interview diffusée le 27 avril par le *Deutschlandfunk*, M. *Gernot Erler*, ministre délégué au ministère allemand des affaires étrangères et membre du parti social-démocrate, a montré, à la stupéfaction d'un interlocuteur s'exprimant de manière autoritaire, de la compréhension à l'égard de la position russe. Tel n'était pas le cas de M. *Eckart von Klaeden,* membre du parti chrétien-démocrate et confident de la chancelière; lors d'une interview diffusée le 28 avril par le même émetteur, il a critiqué violemment la Russie. Ce pays et l'Europe s'écarteraient de plus en plus l'un de l'autre, et seule la Russie en serait responsable. Et d'ajouter que les socialistes avaient une image déformée de la Russie.

Le parti social-démocrate allemand a joui de la plus grande considération lorsque le chancelier *Willy Brandt,* ultérieurement prix Nobel de la paix, est parvenu à concilier sa politique de l'Est avec l'objectif tendant à réduire les confrontations périlleuses et durables entre l'Est et l'Ouest, contribuant ainsi à davantage de paix dans le monde. Si le parti social-démocrate allemand retrouvait la voie en faisant un parti honnêtement dévoué à la cause de la paix, l'Allemagne, l'Europe et le monde ne pourraient qu'en profiter. •

«L'objectif principal était …»
suite de la page 6

une solution à ces crises. Elles sont relativement faciles à résoudre: les vainqueurs imposent leur volonté aux vaincus, les contraignent à payer des réparations de guerre et tout ce qui s'ensuit. Après, on aide le vaincu à se relever, ce qui donne un élan à l'économie des pays sur le territoire desquels il n'y a pas eu de guerre.

Après 1999, notre pays a été considérablement détruit et beaucoup de pays occidentaux ont participé à la reconstruction, celle des ponts détruits, etc. Mais le monde n'a pas trouvé de solution à la longue crise de la paix qui a duré plus de 60 ans, si on néglige les sales petites guerres locales qui ont aussi des conséquences importantes: surproduction de certaines marchandises, saturation du marché, nombre élevé de chômeurs.

Bombardements américains, français et anglais

Les Serbes sont le seul peuple d'Europe à avoir été bombardé trois fois au XXe siècle. Au début du siècle pendant la Première Guerre mondiale, au milieu, de 1941 à 1945, pendant la Seconde Guerre mondiale et à la fin, en 1999. Les bombardements les plus importants ont été effectués pendant les deux guerres mondiales par les alliés, par les Américains, les Français et les Anglais. Nous ne comprenons pas pourquoi.

En Serbie, nous parlons beaucoup de la guerre de 1999 car nous en avons été les témoins.

Aujourd'hui, de nombreuses thèses de doctorat et recherches scientifiques sur la santé sont financées par le ministère des Sciences.

L'augmentation des cancers en Serbie est confirmée

Récemment s'est achevée une recherche sur ce à quoi les habitants attribuent l'augmentation des cas de maladie en Serbie. Les réponses ont été assez inattendues. On pouvait s'attendre à ce que les personnes interrogées mentionnent le tabac parmi les deux ou trois premiers facteurs de risque. Mais ce ne fut pas le cas: Pour 74,8% des sondés, c'est le stress qui figurait en tête, or le stress est la conséquence de ce que nous avons vécu. Ensuite venaient la pauvreté, les conditions de vie difficiles, ce qui est compréhensible. A vrai dire, les habitants ne savent rien de très précis, car diverses sources leur donnent des informations différentes sur les effets de la pollution sur l'environnement. Ils savent seulement que le nombre des cancers augmente partout dans le monde, mais très peu d'entre eux savent pourquoi cette augmentation est plus importante chez nous.

Résumé

Je récapitule brièvement. En 1999, nous avons été bombardés pour plusieurs raisons. La plus importante est de nature politique: il s'agit du déplacement des forces de l'OTAN d'Europe de l'Ouest. La deuxième est de permettre aux Etats-Unis de se débarrasser d'une partie de leurs déchets nucléaires. En effet, 30 tonnes de munitions à l'UA ont été larguées sur la seule Serbie. Des quantités beaucoup plus grandes l'ont été sur l'Irak, l'Afghanistan et d'autres territoires. Cependant c'est là une mauvaise façon de résoudre les problèmes.

Milosevic n'a pas été la raison de la guerre

Quand on sait que la Terre est la seule planète habitée du cosmos et qu'elle le restera encore longtemps, il faudrait la préserver pour les générations à venir. Polluer l'environnement pour 4,5 milliards d'années, c'est le faire pour l'éternité. Il est de plus en plus difficile de vivre dans les régions polluées. Je pense que l'élimination de Milosevic n'était pas la vraie raison. Sa position a été initialement renforcée et ce n'est qu'une année plus tard qu'il n'a pas été réélu par le peuple. Cela signifie qu'il aurait dû renoncer au pouvoir même sans les bombardements.

Notre ministère de la Santé voudrait introduire en priorité des dépistages réguliers de la population. Naturellement, ce sont des mesures très coûteuses qui nécessitent des installations ultramodernes comme l'imagerie par résonance magnétique, les scanners, etc., car le dépistage précoce des cancers augmente considérablement les chances de guérison.

Notre problème est qu'on les découvre beaucoup trop tard et que la guérison est beaucoup plus difficile et le nombre de décès beaucoup plus élevé. J'espère que cette année tous les endroits contaminés par l'UA pourront être nettoyés.

Il reste un village. C'est Reljan, près de Presovo, et le gouvernement a annoncé que cette région serait décontaminée cette année encore. Cela n'a pas beaucoup de sens, car sept ans ont déjà passés et l'UA est dans tous les pores, dans les cours d'eau, dans la chaîne alimentaire, si bien que seules les personnes aux défenses immunitaires solides peuvent y résister. L'inconnue la plus importante dans ce contexte est le mode d'action des particules d'UA. Beaucoup pensent que c'est le rayonnement de l'UA, mais c'est faux car il est faible, plus faible que celui de l'uranium naturel.

La demi-vie de l'UA est de 4,5 milliards d'années

Aujourd'hui, l'être humain est exposé en permanence à beaucoup de formes de rayonnement: rayonnement cosmique, radiations produites par les appareils ménagers, par les antennes relais de téléphonie mobile, etc., mais l'UA agit avant tout comme un puissant ionisateur. J'insiste donc sur le fait que l'effet le plus terrible sur l'organisme humain n'est pas le rayonnement de l'UA mais la possibilité de l'ionisation, qui provoque un dysfonctionnement des cellules. Quand les particules alpha de l'UA pénètrent dans l'organisme par inhalation, par ingestion ou par la peau, l'organisme a des problèmes car ces particules provoquent une perturbation du fonctionnement cellulaire. Les cellules ne sont plus capables de communiquer normalement avec d'autres cellules et se multiplier. Ce sont là les premiers signes de la maladie. Naturellement, ce début ne se remarque pas dans l'organisme, ce qui rend le diagnostic difficile. C'est seulement quand les premiers symptômes de maladie ou de dysfonctionnement apparaissent que la maladie peut être identifiée.

Il existe encore un autre fait. La plus grande partie des nanoparticules est éliminée pendant les 15 premiers jours par l'urine. Au cours des 100 premiers jours, plus de 80% sont éliminées, mais une petite partie reste dans les tissus, surtout dans les tissus mous. Dans les ganglions lymphatiques, le cerveau, la moelle osseuse, le sang, et cela a en permanence des effets nocifs sur la santé.

Comme la demi-vie de l'UA est de 4,5 milliards d'années, la meilleure mesure à prendre dans les régions contaminées est de les dépolluer et d'effectuer des contrôles sanitaires permanents de la population. •

(Traduction *Horizons et débats*)

Serbia – 8 años después de la guerra de la OTAN

por Barbara Hug

Lo que nos impulsó a realizar nuestro viaje fue el tomar impresiones en un pequeño país del Balkan, que, pocos años después de la guerra fría, fue cruelmente destruido por aquellos que consideraban al Este como enemigo y al que le imputaban agresivos planes de ataque. Hablamos con habitantes de Belgrado, de Nis y de zonas rurales. ¿Cómo fue en la guerra? Cómo están ahora? ¿Porqué la guerra en aquel entonces? ¿Porqué las toneladas de uranio empobrecido? ¿Porqué las bombas Cluster?

Todavía hoy están las ruinas de los edificios bombardeados en el centro de Belgrado como el Ministerio de Defensa situado frente al Ministerio del Exterior puesto nuevamente en funcionamiento.

Todavía están los edificios de viviendas bombardeados en el centro de la ciudad de Nis. Aún se encuentran bombas cluster que no han explotado en el techo de una escuela. Todavía hoy mueren campesinos por las bombas en sus parcelas. Los hospitales están repletos de pacientes que se enfermaron de cáncer algunos años después de la guerra. La estadística muestra un crecido aumento, según lo aclara la epidemóloga *Natascha Lukic* del Centro Oncológico de Nis. En Kósovo, la cuota de enfermedades de cáncer es mucho más alta. Sobre ésto se guarda silencio. Si el uranio de las municiones ha penetrado en la cadena alimenticia? Claro que esta cuestión se hizo candente. Tres veces se intentó formar un gremio de investigación pero fracasaron. ¿En interés de quién fracasaron esos gremios?

Los experimentos de armas de la OTAN

La Otan bombardeó con perfecta premeditación – infraestructura, estaciones de televisión, fábricas, usinas de electricidad, puentes, ferrocarril y columnas de refugiados. En el «Yugoslav Daily Survey» del 8 de junio de 1999 están protocolados las fechas y los blancos exactos de los bombardeos. Además tuvo lugar un ecocidio según puede leerse en *Vojin Joksimovich.* (Nato Commits Ecocide in Serbia, conferencia en Serbian Unity Congress, septiembre 1999, Cleveland/Ohio).

El medio ambiente en Serbia está contaminado, de eso están seguros todos aquellos con quienes hablamos. También están convencidos que, aquí, los americanos han experimentado con armas nuevas. Esta es la única explicación que tiene, por ejemplo, la elección de un lugar donde se arrojó la mayor cantidad de municiones de uranio: en el sur, *en la línea divisoria de dos ríos – ¿porqué ese blanco? Ninguna base militar, ninguna ciudad, fábrica, nada que visiblemente pudiera haber sido de interés estratégico militar. Se calcula que se tiraron 15 toneladas de uranio empobrecido en la cercanía de Urosevec. Desde aquí los rios continúan hasta desembocar en el Mar Negro y el Egeo*. ¿Quisieron contaminar estos mares con uranio? ¿O con plutonio? Nadie puede encontrar una aclaración. La respuesta puede ser sólo dada por los «socios» de la OTAN. El hecho es que en Kosovo mueren los hombres jóvenes. En los anuncios fúnebres se lee: «muerto después de una corta y grave enfermedad». Quiere decir muerto de cáncer.

Destrucción de las bases para la existencia

El centro de investigación nuclear Vinca ha decontaminado algunos lugares cercanos a cráteres de bombas, en los que la contaminación con uranio empobrecido era muy alta. Se sacaron capas de tierra que fueron transportadas en barriles a Vinca donde estarán hasta que se los pueda deponer. Hasta el año 2001, en ese lugar, pastaba el ganado. Recien en 2001 se puso un alambrado. Pero las tierras usadas en Serbia para la explotación agrícola ganadera, los campos para las cabras, ovejas y vacas – no se pueden decontaminar. El Ministerio para el medio ambiente no muestra estar muy decidido a dar información: parece que no hay datos precisos, por lo menos oficialmente.

Es comprensible, sabiendo que Serbia es un país pobre que obtiene ganancias con la exportación de sus productos agrarios. En Bujanovac se han registrado casos de vacas con anomalías, pero parece que en el sur de Serbia los casos de niños con deformaciones no han aumentado. Los centros de salud tienen todos los datos sobre anomalías, cáncer y otras enfermedades pero para que esos datos tengan peso estadístico sería necesaria la iniciativa del gobierno.

Bombardeos graves de municiones de uranio empobrecido en la región de la línea divisoria de las aguas (gráfico haro)

Aumento de los casos de cáncer ya después de la guerra en Bosnia

A causa de los bombardeos en Hadzici, cercano a Sarajevo, la población se refugió en Bratunac, en Bosnia Oeste. *Los médicos diagnosticaron en esas personas un crecimiento enorme de casos de cáncer, no así en la población de Bratunac.* La médica Dr. *Slavica Jovanovic,* directora del Hospital de Bratunac, hace algunos años, opinó que los casos de cáncer entre los refugiados, tres años después de la guerra en Bosnia, tienen que ser considerados en relación de causalidad con los bombardeos. Dr. *Stojan Radic* de Nis, director de la Clínica Ontológica ha constatado un aumento de esterilidad en las mujeres después de la guerra contra Serbia. Si se trata de una consecuencia «normal» de la lluvia radioactiva de Tschernobyl, no puede decirlo con seguridad, también el polvo de uranio podría ser una causa.

Radomir Kovacevic, director del Instituto Radiológico en Belgrado, se refirió a la peligrosidad de inhalar polvo de uranio. Según el informe del UNEP del año 2000 se encontró incluso plutonio. El patólogo Dr. *Zoran Stankovic* fue el primero en llamar la atención sobre el efecto cancerógeno de las municiones de uranio. El era médico en el Centro Medicinal Militar en Belgrado y hasta hace poco Ministro de Defensa.

Algunos médicos hablaron abiertamente, son dignos de confianza y además poseen los datos.

Influencia de las ONG

Según nuestro interlocutor, la OTAN persigue el impulso sistemático de un Lobbying moldeable dentro de organizaciones no gubernamentales en Serbia, con la intención de que ningúna ONG del medio ambiente se ocupe de la problemática del uranio empobrecido. Para ejercer influencia se valen de varios canales. Uno de ellos es el dinero. Las ONG reciben dinero del exterior, de Francia, Suecia, Alemania o Inglaterra sólo para proyectos «apropiados». Un proyecto para el agua o preservación de los pájaros sería así muy adecuado y entonces un gobierno occidental hace el «pedido» y le paga a las ONG serbias. Otro medio, de órden político, es poner a las ONG menores bajo la influencia de otras más grandes, por ejemplo, el *Regional Environmental Center for Central and Eastern Europe* con asiento en Szentendre, Hungría. De dónde viene el dinero para esa asociación central que trata de poner bajo su dominio a una pequeña ONG? Una pequeña ONG en Serbia no tiene practicamente la posibilidad de recibir apoyo si no está al amparo de una organización central.

Conflictos étnicos provocados artificialmente

Es un cuento, una mentira, según nuestro amigo serbio, que la corriente de refugiados del Kósovo fue provocada por los serbios. La corriente de refugiados fue producida por los bombardeos americanos. Dice que bajo el gobierno de Tito no hubo problemas ni tensiones entre las diferentes étnias. Estas fueron provocadas artificialmente.

La economía marchó bastante bien hasta principios de los años 90. Los últimos 15 años han sido en cambio catastrofales. La gente está vestida pobremente, en comparación los precios son altos, la desocupación es enorme, la seguridad social nula. Nuestros interlocutores están de acuerdo en que no era necesaria una guerra para destituir a *Milosevic*. Milosevic era un hombre de la CIA. Permitió la corrupción y la criminalidad de la policía. Hoy domina una clase corrupta en Serbia. ¿Porqué la guerra en Yugoslavia? Ese fue el primer paso hacia las enormes riquezas naturales de Rusia, según la opinión en general.

Uranio empobrecido y otras bombas …

Un encuentro en la Facultad para Seguridad en el Trabajo en Nis nos da la posibilidad de entablar diálogo con el Prof. *Nedeljkovic* Conjuntamente con el *Media Center* de Nis, ONG *Ekolend* realizó una conferencia sobre DU (depleted uranium) en octubre del año pasado. Dr. Radic y Prof. Nedeljkovic habían advertido los daños que ocasionan a la salud las municiones de uranio. Según nos informaron, no solo DU sino otras bombas fueron arrojadas cerca del límite con Bulgaria, que convertían a la noche en día. Y también al respecto deben informar los miembros de la OTAN.

Si a los americanos no les preocupa que sus soldados en Camp Bondsteel, en una zona altamente contaminada del sur de Serbia, se enfermen? La mayoría son soldados de orígen latino y toda la comida era traida del exterior …

En el año 1999, en Serbia, nadie había hablado del problema DU. Finalmente salió a luz a raíz de enfermedades entre los soldados alemanes, italianos y portugueses. En Serbia, Zoran Stankovic, de la Academia Militar, fue el primero que habló del tema. El había examinado cadáveres de soldados que lucharon en la guerra de Bosnia. En 1996 fue bombardeado Sarajevo. Stankovic exigió un Follow-up es decir un exámen médico posterior de los cuerpos. Esto fue realizado en los soldados pero nada de ello se hizo público.

La evaluación inteligente de nuestros interlocutores serbios sobre los motivos de la guerra es notable. La guerra vino hacia ellos – estaban obligados a entender los hechos. Según su opinión, lo que se quiere es llevar a Europa a la guerra. La guerra contra Irán es diferente – Europa como poderío económico puede volver a reconstruirse en 20 años. Irán, Iraq o Afganistán en cambio no se pueden recuperar después de 20 años. Este aspecto económico que motivó a los impulsores de la guerra, le saca fuerza a las «tensiones étnicas» como razón del desenlance. Los habitantes conocen los motivos verdaderos de la guerra. Estrangulación económica, destrucción y después hacer nuevamente negocios. El canal americano Fox News se podía ver en aquel entonces en toda Yugoslavia. En la ciudad de Nis hay 10 canales privados de televisión pero ninguno obtuvo una frecuencia nacional. Todas las frecuencias nacionales están en Belgrado.

Bombas cluster en el techo de una escuela

Días antes de nuestra visita se encontró en el techo de una escuela una bomba cluster que no había explotado. Especialistas de Belgrado la hicieron explotar. Nadie fue dañado. La particularidad de esta munición es que explota recién cuando se entra en contacto con ella. Las bombas cluster matan, también años después de la guerra. Se está intentando su prohibición a nivel internacional.

La pregunta queda: ¿Quién ayuda al pueblo serbio? ¿Quién da ayuda financiera para los hospitales repletos de enfermos? ¿Cómo puede salir adelante la producción agraria de la que dependen tantas familias? ¿Existe alguna tecnología para protegerse del polvo de uranio?

Volvimos de nuestro viaje muy abatidos. La conciencia humana prohibe apartar la vista. •

En Sri Lanka se prevee una catástrofe humana

La organización alemana «Liga ayuda para el desarrollo» exige que se presione políticamente al gobierno de Sri Lanka

La «liga ayuda para el desarrollo» (*www.entwicklung-hilft.de*) es una coalición de las asociaciones de ayuda *Brot für die Welt, Deutsche Welthungerhilfe, medico international, Misereor* y *terre des hommes,* que interviene a favor de las víctimas de la guerra civil en Sri Lanka. Según un comunicado de prensa del 11 de abril, en la costa oeste de Sri Lanka se está produciendo una catástrofe humana inadvertida por la opinión pública mundial. Miles de personas están huyendo de una guerra civil en escalación. Casí 160 000 buscan desde hace dos semanas refugio en la ciudad de Batticaloa al este de Sri Lanka. Más de la mitad de ellos acampan en las calles, plazas o al campo libre. Muchos sufren de hambre y no tienen ninguna atención médica. Sobre todo la situación de la higiene es catastrófica. Se extienden epidemias de diarrea, enfriamientos y fiebre.

«La comunidad internacional debe urgentemente intervenir frente a esta inminente catástrofe y hacer presión al gobierno de Sri Lanka» apeló el coordinador de *medico international* para Asia del Sur, *Thomas Seibert,* en nombre de la Liga.

El ejército continúa impelando a grupos enteros de refugiados, en contra de su voluntad, hacia las zonas de enfrentamientos. Al mismo tiempo, los refugiados y tambien los habitantes de Batticaloa son asaltados cada vez con más frecuencia por paramilitares del grupo *Karuna,* que van por las calles saqueando y violentando por las noches a las mujeres desprotegidas. Estos paramilitares trabajan conjuntamente con el ejército de Sri Lanka.

El ejército de Sri Lanka y organismos de gobierno no sólo no se preocupan por los refugiados sino que obstruyen la ayuda de organizaciones que operan en el lugar.

Ya que la responsabilidad por la escalación actual es del gobierno de Colombo, la «Liga Ayuda para el desarrollo» apela al gobierno alemán y al parlamento, para que conjuntamente con la Unión Europea aumenten la presión sobre el gobierno de Colombo. •

Banqueroute géopolitique des Etats-Unis et refus de tenir compte de la réalité

par William A. M. Buckler , The Privateer, Australie

La désignation la plus frappante du bourbier que les Etats-Unis ont formé et dans lequel ils se sont enfoncés est due à un Américain, le général de marine et commandant de l'OTAN *John Sheehan*. S'exprimant officiellement, le général Chef d'état-major Sheehan a souligné le point suivant:

«L'essentiel, pardieu, est qu'ils ne savent pas où ils vont», dit-il en parlant du président Bush et de ses conseillers. Abstraction faite du langage cru, il s'agit d'une politique américaine sans structure.

Une politique sans structure n'a ni direction ni objectif final. Elle est donc formée d'actions dénuées de sens, arbitraires. L'«opération» actuellement menée à Bagdad s'inscrit exactement dans ce contexte. Elle est la troisième opération américaine, et elle échouera pour les mêmes raisons militaires que les deux précédentes. Quelle sera la suite?

Maladie mentale clinique

Une des définitions classiques de la maladie mentale est qu'une personne, après avoir perdu la raison ou n'avoir plus qu'un discernement fortement limité, répète constamment les mêmes actions, ignorant toutes les preuves contraires antérieures. Un tel exemple grotesque est celui d'Adolf Hitler, qui, après la débâcle stratégique de Stalingrad, s'adressa au peuple allemand dans un discours au cours duquel il affirma avec une sûreté de somnambule qu'il mènerait l'Allemagne à un avenir rayonnant et à une victoire militaire. La gestapo n'en a pas cru ses yeux lorsqu'elle a découvert par la suite des graffiti sur les murs de toutes les villes d'Allemagne. Le message était une variante du thème «Réveille-toi!» L'opinion publique allemande savait que les guerres entreprises par Hitler étaient perdues militairement. Mais elle était prise au piège. Elle avait affaire d'une part à un Etat policier d'une cruauté sans égale, d'autre part, à la décision tragique prise par les Alliés au sommet de Casablanca, fixant comme but de guerre la capitulation sans conditions de l'Allemagne. Le résultat final a été un combat jusqu'à la fin et une prolongation de la guerre de trois ans par rapport à ce qui était nécessaire. Clandestinement, une forte résistance s'est formée en Allemagne contre Hitler.

A quoi les Etats-Unis doivent faire face

Politiquement, les Américains doivent faire face à un président qui refuse avec véhémence de reconnaître que son entreprise militaire en Irak a échoué. Ce refus condamne toutes les forces armées américaines à perdre durablement leurs troupes sans discerner de solution militaire. Sur le plan géostratégique, les Américains doivent faire face à une situation dans laquelle leur président met l'accent uniquement sur la persistance au Proche-Orient jusqu'à ce que le prochain Américain occupe le salon ovale. Ce dernier, non Bush, devra résoudre le problème.

Et dans deux ans …

Cette «persistance» durera deux ans. En effet, le président Bush ne renoncera pas à ses fonctions avant janvier 2009. Dans leur pays, les Etats-Unis ne sont pas encore, malgré le «Patriot Act», dans la situation où se trouvaient les Allemands en été 1943. Dans l'Allemagne de la Deuxième Guerre mondiale, un Etat policier à l'extrême a puni cruellement toutes les divergences d'opinion.

Politiquement, les Américains ont deux possibilités. Ils peuvent convaincre le Congrès contrôlé par les Démocrates de priver d'argent le président Bush pour qu'il doive commencer à retirer des troupes d'Irak et du reste du Proche-Orient. Ou ils peuvent exiger avec véhémence du Congrès qu'il entame une procédure de destitution.

Telles sont les deux seules possibilités. S'il n'est recouru à aucune des deux, les Américains seront condamnés à vivre encore deux ans de pertes sans fin de vies humaines, qu'il s'agisse d'Américains ou d'Irakiens. Cela transformera l'Irak en terrain vague. Quant aux Etats-Unis, ils deviendront une nation paria.

Avant la faillite stratégique

Sur son donjon de la Maison Blanche, le président Bush ignore probablement ces faits. Lors de la séance du 18 avril de la Commission des forces armées du Sénat consacrée à la préparation des corps d'armée et de marine, le général de division à la retraite *Robert Scales* a indiqué que les deux tiers des brigades en fonction et «pratiquement toutes nos brigades de réserve» n'étaient pas prêtes au combat. Le général à la retraite *Barry McCaffrey*, témoin qui rentre d'Irak, a précisé que l'armée «avait recouru à un expédient par un programme d'arrêt des pertes pour prolonger, au-delà de leur volontariat, l'engagement de 70 000 soldats». Les deux dernières brigades de choc arriveront en juin! Ces faits sont accablants. Le président Bush va entrer en faillite stratégique, mais refuse d'envisager la réalité.

Coûts croissants de la guerre perdue

Le budget du Pentagone pour l'exercice en cours (2007) s'inscrit à quelque USD 456 milliards. L'augmentation de 10% que le président Bush a proposée pour 2008 portera le montant à plus de un demi-billion de dollars, l'inscrivant à USD 501,6 milliards. Une autorisation supplémentaire destinée à financer les guerres d'Afghanistan et d'Irak «haussera les dépenses militaires budgétées pour 2008 à USD 647,2 milliards.»

L'Organisation des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) estime que, depuis le début de la guerre et par crainte de mourir, deux millions d'Irakiens se sont exilés et 1,9 million d'Irakiens ont changé de domicile à l'intérieur du pays. La Syrie a recueilli quelque 1,2 million d'Irakiens, soit environ 12% de plus que sa propre population. *Mhkhaimer Abu Jamous,* secrétaire général du ministère jordanien de l'intérieur, a relevé que 750 000 réfugiés irakiens coûtaient à son gouvernement USD 1 milliard par année, somme considérable pour un pays dont la population se chiffre à 5,6 millions de personnes seulement. Actuellement, ces Irakiens constituent la plus grande crise mondiale de réfugiés.

En Irak, les chiites manifestent. C'est ainsi qu'ils se sont rassemblés le 9 avril à Najaf, pour commémorer le début de l'occupation de Bagdad par les forces armées américaines, il y a quatre ans. Plus de un million d'Irakiens ont marché dans les rues, agitant des centaines de drapeaux irakiens – et non des drapeaux chiites –, chantant: «Oui, Irak oui, non, Amérique non» et «Non, Amérique non, occupants, allez-vous en». Le président Bush y a été paisiblement invité. Si tous les chiites d'Irak se soulèvent, armés, contre la puissance occupante des Etats-Unis, ce caractère paisible pourrait disparaître. Les meilleures estimations internationales évaluent à 460 000 hommes les troupes que les 16 millions de chiites irakiens pourraient lever.

En Iran, on annonce la levée de mille milices. Nous répétons: en Iran, où l'on se prépare à une grosse confrontation. Ces troupes chiites font face directement au corridor logistique principal des Américains de Koweït. Si les Chiites se soulevaient, il est certain que ce corridor serait interrompu en maints endroits. Ainsi, les troupes américaines seraient cernées en Irak central et à Bagdad, ce qui aboutirait à un encerclement stratégique complet de l'armée américaine en Irak. La seule issue passerait par l'Irak du Nord et la Turquie orientale.

Prisonniers dans leur propre zone verte

Un projet de loi adopté par le Sénat des Etats-Unis exige un retrait des troupes dans les 120 jours afin d'aboutir à une évacuation complète le 31 mars 2008. Le projet adopté par la Chambre des représentants fixe comme terme le 1er septembre 2008. Le président Bush a affirmé à plusieurs reprises qu'il opposerait son veto à ces dispositions, même si elles prévoyaient les USD 97 milliards dont il entend disposer.

Aux Etats-Unis, la campagne irakienne du président est privée de tout soutien politique. •

Source: *The Privateer*, n° 576, édition fin d'avril 2007
(Traduction *Horizons et débats*)

Résistance contre la visite de Bush en Amérique latine

Après la visite du Président américain *George W. Bush,* qui eut lieu au début du mois de mars 2007, des prêtres mayas ont purifié symboliquement une de leurs pyramides au Guatemala. Ils ont allumé de l'encens et joué du tambour – selon un rite maya – afin de faire disparaître la «mauvaise énergie» occasionnée par la visite de Bush chez *Oscar Berger*, le président du Guatemala. Un chef de la Jeunesse maya guatémaltèque a déploré la profanation du lieu sacré par les tireurs d'élite des forces de sécurité américaines qui ont occupé le terrain. «Ils ont montré de manière violente que l'empire des Etats-Unis ne respectait pas la population indigène», a dit *Jörge Morales Toj.* Durant tout son périple en Amérique latine – un voyage prévu comme une «offensive de charme» – Bush a été «salué» par des protestations massives.

A Buenos Aires, la capitale de l'Argentine, le président vénézuélien, *Hugo Chavez,* s'est adressé aux 40 000 adversaires de Bush. Devant cette foule en délire, il s'est aussi adressé indirectement au président américain en disant: «Gringo go home!». Au même moment, en Uruguay – sur l'autre rive du Rio de la Plata – Bush était en train de faire de la propagande pour le soutien de la politique des Etats-Unis. Là aussi, les «Mères de la Plaza de Mayo» avaient organisé une manifestation autorisée par le président argentin, *Nestor Kirchner.* A la fin du voyage de Bush, au Mexique, les manifestations antiaméricaines étaient d'une violence toute particulière. De nombreux combats ont eu lieu dans les rues entre la police mexicaine et les manifestants qui brûlaient des drapeaux américains en criant «Bush, tu n'es pas bienvenu au Mexique. Descends aux enfers.»

Mais tout cela n'empêche pas Bush d'imposer, à tous, les moyens de sa prétention vaniteuse «d'unique grande puissance» au monde et de vouloir rendre dociles les Etats rebelles. Pour parvenir à leurs fins, les accords internationaux ne sont pas respectés par les Etats-Unis. Israël et les Etats-Unis prétendent avoir le droit de fixer, eux-mêmes, les règles en vertu de leur force militaire. Il en est de même du mépris des conventions des droits de l'homme, qu'il s'agisse de Guantánamo, des zones de combat américaines ou de l'emploi d'armes interdites. L'industrie de l'armement américain est en train de développer des systèmes d'armes toujours plus violents. A Georgia, aux Etats-Unis, sur une base militaire, on a présenté le premier exemplaire d'un canon à micro-ondes, le «Silent Guardian» (le gardien silencieux). Il paraît que cette arme sera bientôt employée en Irak. Elle pointera des rayons à haute fréquence sur les foules: la peau des victimes s'échauffera et provoquera des douleurs insupportables – les pièces en métal des vêtements – comme les boucles de ceinture – brûleront à 400 degrés et s'enfonceront dans la chair des personnes frappées. Le fait que de telles armes enfreignent les *Conventions de Genève*, n'a jamais préoccupé les Etats-Unis ni Israël. L'utilisation de ces canons est prévue en Irak et, à cet effet, six de ces «réchauds micro-ondes» ont été commandés. A Washington, pense-t-on que l'emploi de ce système d'armement ne provoquera pas de protestations mondiales. On croit aussi que d'autres gouvernements occidentaux feront bientôt usages de ce canon à micro-ondes afin de pouvoir disperser plus facilement les manifestants indésirables. •

Source: *interinfo*, série 341, avril 2007

Contact: Ing. Ernst Steinwender, Linzer Str. 110,
A-46714 Marchtrenk,
Tél.: +43 7243 52011-0, Fax.: +43 7243 52011-77

Afghanistan

«Quand Bush demande une chose, Angela Merkel s'empresse de la lui accorder»

On pouvait s'y attendre: Washington siffle et *Angela Merkel,* fascinée par *George W. Bush,* réagit au quart de tour et envoie des Tornados allemands en Afghanistan pour augmenter le chaos provoqué par les Etats-Unis. Jusqu'à 500 soldats de la Bundeswehr vont être détachés là-bas en plus des 3000 déjà déployés dans l'Hindu Kuch. Peu importe le coût de l'opération. Quand Bush demande une chose, Angela Merkel, fidèle alliée, s'empresse de la lui accorder.

Le chef du groupe parlementaire SPD *Peter Struck,* ancien ministre de la Défense, parle sans détours d'une «mission de combat». Tout le monde doit le savoir, a-t-il déclaré. Les Tornados doivent surtout servir à reconnaître les cibles potentielles de bombardements anglo-américains, par exemple l'ensemble des personnes assistant à un mariage auquel des terroristes sont supposés participer. Les Américains n'ont pas besoin de preuves, ne manifestent aucune pitié et ne s'excusent pas. De l'avis de spécialistes, ce nouvel engagement de la Bundeswehr à l'étranger n'est justifié ni par la Constitution ni par les statuts de l'OTAN. Depuis la chute du régime taliban, le gouvernement Karzai, soutenu à grand-peine par l'Occident, mène un difficile combat contre les tribus et les clans tandis que les barons de la drogue sont épargnés. Depuis que l'OTAN dirige les opérations dans l'Hindu Kuch, le trafic de drogue, que les talibans avaient interdit, est de nouveau florissant. Pour les constitutionnalistes allemands, il est évident que la participation de l'Armée de l'air allemande aux opérations militaires de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan est contraire à la Constitution puisque l'Afghanistan n'a pas attaqué un pays membre de l'Alliance. Au contraire, lorsque les talibans, soutenus et armés par les Etats-Unis, se sont opposés à la construction de l'oléoduc à travers l'Afghanistan prévu par les Américains, ils ont été qualifiés de «voyous» et d'ennemis et attaqués par les Etats-Unis. George W. Bush a parlé d'«aide à l'instauration de la démocratie et de la liberté», alors qu'il ne savait même pas où se trouvait l'Afghanistan.

Aujourd'hui, l'OTAN a tout lieu de s'inquiéter. En effet, 10 000 combattants talibans attendent l'ordre d'attaquer. Depuis sa cachette, le mollah *Abdul Rahim,* chef musulman extrémiste, a, par téléphone satellite, informé ses fidèles dans le sud du pays: «Quand la température sera douce et que les arbres se couvriront de feuilles, nous déclencherons nos attaques sanglantes contre les troupes étrangères commandées par les Etats-Unis. Nos préparatifs de guerre sont terminés surtout dans le sud du pays, dans la province d'Helmand.» En outre, selon les talibans, 2000 kamikazes sont prêts et 3000 autres sont en formation. En face, se trouve l'Armée afghane et 45 000 soldats étrangers, dont la plupart sont sous commandement de l'OTAN. Les spécialistes militaires s'attendent à des attaques de guérilla et à de nombreux attentats-suicides. Les combattants talibans sont équipés aujourd'hui d'armes modernes, voire ultramodernes, fait qui rend nerveux les stratèges des troupes d'occupation. •

Source: *interinfo*, suite 341, avril 2007

L'Europe accuse Israël de préparer une guerre contre la Syrie

par Aaron Klein

Pendant les dernières semaines, des fonctionnaires européens ont informé des dirigeants syriens qu'Israël se préparait à une confrontation militaire avec Damas. Quelques-uns de leurs communiqués auraient contenu aussi des informations inconvenantes, selon *World Net Daily* (WND).

De hauts fonctionnaires européens auraient déclaré, lors d'une visite ces dernières semaines à Damas, qu'Israël se préparerait à un conflit de grande envergure avec la Syrie. Il s'agit là d'une déclaration faite au WND et venant de source sûre du parti syrien *Baath* du président *Bashar Assad.* De même, Israël préparerait des plans d'attaques, formerait des réservistes et se préparerait à des attaques de missiles. Selon la source citée plus haut, un dirigeant de l'UE aurait dit à Assad que le gouvernement israélien aurait ordonné aux hôpitaux les plus importants de ne pas accorder de vacances au personnel pendant l'été à cause du déclenchement éventuel du conflit pendant cette période-là, mais des fonctionnaires israéliens chargés de la sécurité et les porte-parole de plusieurs hôpitaux importants ont nié ces affirmations.

Les fonctionnaires européens auraient conseillé à Assad d'entamer un dialogue avec l'Etat hébreu et le gouvernement américain pour pouvoir s'approprier à nouveau des hauteurs du Golan. Les hauteurs du Golan offrent une vue imprenable sur les agglomérations israéliennes. Cette région stratégiquement importante a aussi déjà servi à la Syrie pour mener des invasions au sol contre Israël. Israël a exercé pendant cette semaine une mobilisation générale pour pouvoir faire face à différents scénarios de menace, par exemple à des tirs massifs de missiles pourvus d'armes chimiques et à des attaques terroristes. Il s'agit des préparations de guerre les plus intensives qu'Israël ait entreprises depuis 1948. Le porte-parole du gouvernement israélien a déclaré que ces exercices servaient à profiter des expériences faites pendant la guerre au Liban, l'été passé, contre la milice du *Hezbollah.* Les sources des services secrets israéliens ont confirmé que les plans d'entraînement de l'armée israélienne auraient été intensifiés et qu'on augmenterait le nombre des soldats par des réservistes. On prétend pourtant que ces entraînements n'ont rien à voir avec des confrontations éventuelles, mais qu'il s'agit plutôt d'une conséquence tirée des études internes démontrant les défauts dans la formation et permettant d'éviter que les erreurs faites dans la guerre du Liban se reproduisent.

Selon «Al-Hayat Daily», un quotidien arabe avec siège à Londres, il ressort des entretiens entre Israël et la France concernant la Syrie qu'Israël n'a aucun intérêt à affaiblir Assad parce qu'Israël ne voit pas d'alternative diplomatique. Des dirigeants français ont affirmé au journal qu'Israël considérait Assad comme trop faible, mais n'avait pas intérêt à rentrer en conflit avec la Syrie par crainte de mettre en danger la situation politique dans ce pays.

On accuse Assad qui a signé un accord militaire avec l'Iran, de soutenir la révolte contre les troupes américaines en Irak et de fournir armes et argent au Hezbollah. Les dirigeants des groupes terroristes palestiniens, y compris ceux du *Hamas* et du *Djihad Islamiste* résident à Damas au vu et su de tout un chacun.

Selon *WND*, des diplomates palestiniens et britanniques auraient déclaré cette semaine que l'Union européenne exerçait des pressions sur les Etats-Unis pour que les recommandations faites en décembre dernier par un groupe de travail irakien soient prises en compte dans leur politique envers la Syrie. Ces recommandations exigeaient de Washington d'entamer un dialogue avec Damas. Un diplomate du ministère des Affaires étrangères britannique en visite en Israël cette même semaine a déclaré que son pays voyait certains signes du côté de Washington de prendre en considération quelques-unes de ces recommandations.

«Les Etats-Unis comprennent que, sans engagement syrien et sans retrait israélien des hauteurs du Golan et de la Cisjordanie, l'Irak ne peut être sauvé», a déclaré le diplomate britannique sous respect de l'anonymat. Ce diplomate a mentionné une visite de *Ellen Sauerbrey*, secrétaire d'Etat adjointe chargée des Affaires de la population, des réfugiés et des migrations et il interprétait cette visite comme geste officiel que Washington avait l'intention de s'entendre avec Damas. Depuis que les Etats-Unis ont rappelé leur représentant à la suite de l'attentat de l'ancien Premier ministre libanais *Rafic Hariri,* attentat imputé à la Syrie, *Sauerbrey* était la personnalité la plus importante parmi les fonctionnaires américains qui avaient rendu visite à la Syrie .

Le Ministre adjoint syrien des Affaires étrangères, *Fayssal Mekdad* a dit aux journalistes après la rencontre de la semaine passée que Damas serait prêt à entamer un dialogue «sérieux» avec Washington sur tous les aspects du proche Orient.

Le chef de la politique étrangère de l'UE *Javier Solana* a également déclaré la semaine passée à propos de la Syrie qu'il attendait le retrait total d'Israël des hauteurs du Golan, ceci faisait partie de toute négociation de paix future. Malheureusement, les remarques de *Solana* ont été dénigrées par les membres israéliens du Knesset car le chef de l'UE avait omis d'insister à ce que la Syrie cesse son soutien au Hezbollah ou que Damas en finisse avec le refuge des dirigeants du Hamas et des groupes terroristes islamiques. •

Source: *Global Research* du 17/4/2007
(Traduction *Horizons et débats)*

Matériaux destinés aux armes nucléaires israéliennes

Israël veut développer ses centrales nucléaires. Une porte-parole de la commission nucléaire confirme qu'Israël projette de construire une nouvelle centrale nucléaire. «En raison des besoins énergétiques d'Israël, il est tout naturel que nous signalions notre intérêt», a confirmé la porte-parole *Nili Lischiz.* «Pour l'instant, nous ne sommes qu'en phase de projet.» Cependant des experts occidentaux sont d'avis que cette phase est déjà terminée depuis longtemps. Israël entretient depuis de nombreuses années deux réacteurs nucléaires «à des fins de recherche». Il est certain que la plus grande des deux centrales nucléaires a produit et produira encore des matériaux permettant de fabriquer des armes nucléaires israéliennes.

Selon des estimations du mouvement pacifiste israélien *Shalom Ashav (La Paix Maintenant),* un tiers des colonies israéliennes de Cisjordanie occupée se sont établies dans des propriétés privées palestiniennes. D'après une publication de l'organisation qui se base sur de nouvelles données de l'administration israélienne, le pourcentage serait de quelque 32,5%. Toutefois, ces chiffres contredisent les données du gouvernement israélien, selon lequel les colonies sont érigées uniquement sur des propriétés non privées ou sur des parcelles cadastrales dépourvues de propriétaire. En ce moment, à peu près 2,4 millions de Palestiniens et 268 000 colons israéliens vivent en Cisjordanie, qui est occupée depuis 1967 par Israël. Conformément à des informations antérieures de *Shalom Ahshav,* le nombre de colonies est resté stable en 2006, mais celui de la population a augmenté de 5%. En vertu de *la Quatrième Convention de Genève,* il est interdit de coloniser un territoire occupé par le transfert de sa propre population civile sur ce territoire. Israël refuse d'appliquer ces dispositions en prétendant qu'il s'agit non pas de territoire «occupé», mais de territoire «contesté». Si cette conception du droit n'est pas celle de la communauté internationale – Etats-Unis inclus – cela n'entraîne aucune conséquence pour Israël. •

Source: *interinfo,* suite 341, avril 2007

Réserves de pétrole de parfaite qualité

Libye, Tchad, Soudan

Le conflit du Darfour, au Soudan, correspond de plus en plus à une guerre entre représentants de la Chine et les Etats-Unis. En apparence, il n'est question que des «Droits de l'Homme», mais dans les coulisses on ne discute que d'une thème: le pétrole et son exploitation! En 2005 le contrat de 50 ans entre l'Arabie saoudite et le groupe pétrolier américain *Aramaco*, qui assurait à ce dernier le monopole de l'exploitation du pétrole, arrivait à son expiration. Alors que dans la plus grande partie du sud-ouest asiatique les risques pour les entreprises américaines augmentaient et les conditions d'exploitation se compliquaient, on découvrait sans qu'on s'y attende d'importantes réserves de pétrole – et de très bonne qualité (!) – en Afrique, entre autres en Libye, au Tchad, et au Soudan.

Les Américains le savent: dans les années 80 déjà, les tests de forage du Groupe *Chevron* montraient que ces réserves sont plus importantes que celles d'Irak et d'Arabie Saoudite réunies. Mais ce sont des entreprises chinoises et malaisiennes qui réussissent à signer avec le Soudan des contrats à long terme portant sur l'exploitation du pétrole. Les Chinois ont déjà construit un pipeline à l'ouest de Kordofan jusqu'au port soudanais sur la Mer rouge. Il est prévu pour être utilisé plus tard pour le pétrole venant des terrains riches du sud de Darfour. Le Soudan est en train de céder d'autres concessions de forage. En tête de la longue liste des sociétés préférées par le Soudan il y a la Russie, la Bulgarie, la Roumanie, le Japon, l'Irlande. Les Etats-Unis n'y figurent que comme éventuellement intéressés …

Cela ne convient absolument pas à Washington, pour qui l'exportation de pétrole soudanais doit être stoppée par une série de sanctions imposées par les USA et l'ONU, ainsi que par le soutien aux mouvements séparatistes dans le sud du Soudan. Ce plan a été couronné de succès: sur l'insistance du président *Bush,* l'OTAN soutient les opérations militaires approuvées par les Nations Unies. Le but des Américains est clair pour les observateurs politiques: c'est accéder aux réserves de matières premières qui leur étaient jusqu'alors interdites.

Pour ce qui est des concessions de pétrole dans le centre du Soudan, les USA n'avaient aucune chance face à la Chine. Leur soif de matières premières les a dirigé dès lors vers les gisements de pétrole de l'ouest du Soudan. Dans ce contexte et compte tenu de la politique peu limpide de Washington, les efforts régionaux d'autonomie et la crise humanitaire amenée par le conflit au Darfour ne sont que des prétextes à des opérations militaro-économiques. Plusieurs observateurs parlent d'un conflit grave, certes, mais surtout mis en scène de toutes pièces … •

Source: *Vertraulicher Schweizer Brief* Nr. 1139 du 19/4/2007

La faim et la détresse des enfants en Irak

par Siegwart-Horst Günther

Le professeur Günther a travaillé et enseigné pendant 40 ans comme médecin dans différents pays du Proche-Orient et en Irak. Il a visité ces pays après la première et la seconde guerre des Etats-Unis contre l'Irak car le sort de ce peuple n'a pas arrêté de le préoccuper. Il a été le premier à découvrir – parmi toutes les autres terribles conséquences de la guerre – les effets catastrophiques des munitions à l'uranium appauvri sur les populations irakiennes et surtout sur les enfants. L'alliance US-américaine a largué, pendant ces deux guerres, des tonnes de bombes à l'uranium sur ce pays. L'album qui paraît aux *Editions Zeit-Fragen* documente comment ces deux guerres – la deuxième après 12 ans d'un embargo mortel – ont été un martyre pour la population civile de ce pays. Siegwart-Horst Günther fait appel à la conscience et à la compassion du monde, et notamment de l'Europe, d'agir au nom de l'humanisme pour mettre fin à ces atrocités.

60 pages, Editions Zeit-Fragen, 2007. 27.– frs / 18.– Euros.
A commander aux Editions Zeit-Fragen, 2007. Case postale, CH-8044 Zurich.
tél.: +41 44 350 65 50, fax: +41 44 350 65 51, e-mail: redaktion@zeit-fragen.ch

Les enfants cherchent du soutien

Donner aux enfants une orientation

par Anita Schächter, psychothérapeute pour enfants et adolescents, Heitersheim (Allemagne)

L'être humain vient au monde; il n'est pas «tabula rasa», une feuille blanche. Pourtant, il doit tout apprendre. Le nourrisson est doté d'une prédisposition sociale, il est préadapté. Il a la faculté de perception qui est adaptée de manière optimale à sa situation de dépendance relative aux soins. Il est muni de dispositions innées comme l'aptitude à têter ou l'orientation vers ses prochains. Il est capable de nouer des liens, il dispose d'une sensation très vive pour les relations humaines. Le petit homme veut apprendre, se développer, il aspire à plus de compétences.

Comment l'être humain apprend-il?

L'être humain peut être selon *Portmann* désigné comme naissance prématurée extra-utérine. Il a une phase d'apprentissage très longue jusqu'à la puberté et une autre encore plus longue jusqu'à ce qu'il quitte sa famille, son nid et vole de ses propres ailes.

Le nourrisson est dépendant des soins et de l'amour de ses parents ainsi que du fait que ses signaux soient déchiffrés de manière adéquate et qu'on y réponde de façon appropriée.

L'apprentissage s'accomplit chez l'enfant selon des modèles (regarder, imiter)

L'apprentissage s'accomplit selon le principe d'essayer et de commettre des erreurs ainsi que celui de l'action et des effets (que se passe-t-il, si …? et où est-ce que je reçois une résonance?). Les enfants apprennent le plus intensivement là où ils s'orientent, ont confiance et attendent quelque chose. Dans le cas idéal, ce sont les parents et d'autres adultes mûrs et affectueux.

Là où l'enfant essaie et exploite, nous sommes invités à réfléchir et à agir.

La manière d'aborder les conflits

Les conflits font partie de la vie. Comment pouvons-nous résoudre les conflits avec les enfants et entre enfants sans avoir recours à des moyens agressifs soi-même?

Examinons quatre exemples de situations tendues dans quatre familles.

Félix agace-t-il sa sœur?

Félix, qui a deux ans et demi, vient dans le salon le matin, raconte la mère. Sa sœur est assise sur le canapé et est en train de mettre son collant. Il va directement vers elle et lui tire brusquement sans crier gare les cheveux. Il fait cela parfois aussi avec sa mère. Elle le met à la porte ou le réprimande. Ou les deux. Il est alors apparemment affecté. Mais cela ne change rien. C'est également le sentiment de la mère qui ne peut avoir prise sur son Félix avec tout son tempérament et toute son activité.

Sarah ne veut-elle pas écouter?

Sarah a trois et demi, elle veut aller vers le frigo. Elle vient à l'instant de revenir du jardin d'enfants avec sa mère. Le repas a juste besoin d'être chauffé. Sarah veut prendre un bâton de chocolat. La mère voit Sarah se diriger vers le frigo et devine son intention lorsque celle-ci l'ouvre. Elle va vers sa fille et lui dit fermement qu'on va manger dans un instant et qu'elle ne doit pas aller comme ça au frigo et se servir comme elle veut. La petite crie, pleure, se débat. Parfois, elle se tape elle-même et est difficile à calmer. Elle ne reçoit pas de bâton de chocolat.

Est-ce que Pascal est victime d'un harcèlement psychologique?

Il y a quatre mois, la famille a déménagé dans un nouveau quartier. *Pascal* a sept ans et doit s'intégrer dans une nouvelle communauté de classe. Après un mois, il revient en pleurant à la maison: trois de ses camarades de classe l'ont poursuivi sur le chemin du retour. Il l'ont jeté dans une haie et l'ont frappé avec des orties. Il a peur de rentrer tout seul à la maison. La mère est affectée. Doit-elle l'accompagner à l'école demain, doit-elle parler avec la maîtresse ou bien l'encourager afin qu'il apprenne à s'affirmer lui-même et comment doit-elle s'y prendre?

Est-ce que Marvin est un enfant agressif?

Marvin, sept ans, est en classe. Il doit assembler les lettres en lisant, mais il ne le peut pas. Il fait tomber le crayon. Il glisse alors sous le banc. Il voit la jambe de *Marisa*. Il l'a pique volontairement. Celle-ci crie. La maîtresse accourt. Elle tire Marvin de dessous la table et il lui mord le bras.

Quatre exemples, quatre monde inérieurs d'enfants. Qu'est-ce qui précoccupe l'enfant et devant quelle tâche les éducateurs se trouvent-ils?

Solutions possibles

Félix: Félix est un enfant très vivant. Il recherche le contact avec sa sœur. Entre les deux, il y a déjà certains automatismes. La sœur réagit violemment et en criant. Ainsi, il a à chaque fois l'attention complète de la sœur et également celle de la mère en même temps.

Quelle pourrait être la solution? Naturellement, la mère doit aborder de manière déterminée le mauvais comportement. Mais elle doit aussi guider son fils, l'aider à aller au-delà de ce développement peu habile. La méthode du «time-out» (méthode désignant que quand l'enfant se conduit mal, il doit sortir de la pièce afin de pouvoir se calmer) ne tient pas compte de l'essentiel. La mère doit se tourner de façon déterminée vers Félix et lui parler, le mener vers sa sœur, interpréter avec des mots ses intentions et les traduire pour la sœur.

Ici, comme dans tous les autres exemples décrits, il n'existe pas seulement une solution. Elle peut varier de famille en famille. L'important, c'est d'abord de guider l'enfant au-delà de sa mauvaise conduite et de son manque d'assurance.

La mère de Félix choisit cette solution: elle décida d'aller chercher Félix dans sa chambre le matin et de réfléchir avec lui à la façon de jouer avec sa sœur («Regarde, tu peux tenir ma peluche…») Elle lui montra comment on peut prendre contact et l'accompagna sur cette voie. Elle parla également avec la sœur et, lorsque celle-ci ne refusait pas, il avait du succès avec sa nouvelle attitude. Lors de rechutes, qui sont pour la plupart programmées d'avance, la mère savait qu'elle devait de nouveau agir de manière déterminée et ferme.

Sarah: Dans le deuxième exemple, il s'agit de Sarah et de sa manière de réagir à un «Non!». Ici, l'essentiel était, que la mère reste sûre, car il était important que sa fille apprenne à accepter un non et à supporter des frustrations. Elle parla avec elle et éleva la voix sans s'énerver: «Oh, oh, tu dois attendre encore un peu. La tranche au lait est ton dessert. Mais ce morceau de pomme, celui-là tu peux le manger déjà maintenant.» Grâce à sa fermeté, elle pouvait aider Sarah à vaincre sa frustration et accepter la confrontation. Elle savait maintenant qu'il était important que les enfants apprennent cela.

Pascal: Dans le troisième exemple, il s'agit de Pascal. La mère avait été elle-même un enfant plutôt peureux. Elle n'avait pas eu le sentiment de pouvoir s'affirmer de manière appropriée vis-à-vis de son frère.

Elle était très touchée devant les descriptions de ce qui s'était déroulé au retour de l'école. Elle n'avait pas de solutions mais seulement infiniment de pitié envers son fils. Elle se connaissait assez bien pour savoir qu'elle ne voulait pas transmettre à son fils cette pitié qui a des effets toujours affaiblissants. Elle exprima à Pascal seulement sa compassion et attendit que Pascal soit en train de jouer. Alors, elle appela son père, le grand-père de Pascal. Celui-ci a vu la cause de l'incident dans le zèle excessif de Pascal. Ce dernier avait en effet dénoncé auprès de la maîtresse un camarade de classe qui avait vendu des stylos scintillants. Il en a payé la facture. La mère devait-elle forcer Pascal à mieux s'adapter, était-il dangereux de se mettre en travers?

Elle avait l'impression que cette estimation de la situation ne permettrait pas une issue encourageante. Alors, elle appela son mari au bureau. Il réagit différemment. Il pria la mère d'attendre jusqu'au soir car il voulait parler avec elle et Pascal en même temps. Il y aurait ensuite toujours assez de temps pour téléphoner à la maîtresse, au cas où cela se révèlerait nécessaire. La discussion eut donc lieu lors du repas du soir. Le père se renseigna auprès de Pascal sur ce qui s'était produit au juste sur le chemin du retour. Le fait que le père soit très calme, amena Pascal à raconter une version nuancée de l'incident. Le père apprit que les trois camarades ont poursuivi Pascal et l'ont ensuite poussé dans un buisson. Pascal raconte: «Mais, je m'étais tourné de telle sorte que je ne me suis pas fait mal du tout. Et les orties avec lesquels ils m'ont frappé, ne m'ont pas piqué. Ils ne s'y connaissent pas avec les orties et ne savent pas qu'en cette saison, elles ne piquent plus.» Le père mena l'entretien du côté où son fils exprimait la ruse et la force. «Tu as bien fait. Tu les as bien eus. Ils sont bêtes eux-mêmes avec les orties. Et puis tu cours si vite qu'ils ne peuvent pas te rattraper. Je suis fier de ton comportement.» Le père avait un autre sentiment que sa femme. Il ne s'est pas laissé faire pendant son enfance. Même les grands avaient du respect pour lui. Il ne l'a pas obtenu au moyen de la force musculaire mais grâce à la ruse et à une force intérieure. Il les transmit au fils. Le père dit à Pascal que c'était courageux de sa part d'avoir signalé le commerce de son camarade de classe. On ne doit pas détourner le regard mais on doit attirer l'attention sur l'injustice. «Non, tu ne fléchis pas.» Le père demanda s'il pouvait s'imaginer de raconter cela à sa maîtresse demain avant la récréation. Oui, il voulait le faire et le fit effectivement. Celle-ci parla avec les bagarreurs. Si cela ne cessait, elle voulait être de nouveau informée. Finalement, après leur entretien, elle demanda à ces enfants de s'excuser auprès de leur nouveau camarade de classe. Une mère passa même exprès avec son fils chez Pascal pour les excuser tous les deux. Elle proposa que les deux garçons se rencontrent un jour pour jouer ensemble. Aujourd'hui, Pascal est bien intégré dans la classe et les autres élèves le respectent et l'estiment.

Marvin: Dans le quatrième exemple, la situation se présentait autrement. Marvin exigeait beaucoup de lui-même, il se comparait toujours avec sa sœur de 11 ans. Lorsqu'il faisait l'apprentissage de quelque chose, il voulait sauter la phase d'exercices, il ne voulait pas échouer, il voulait briller, être devant. Il n'admettait pas de faire des fautes et voulait à tout prix éviter celles-ci. Quand il tombait dans une situation où l'erreur était inévitable, il préférait faire du vacarme, cela au moins détournait l'attention d'un blame. Peu lui importait ce qu'il faisait comme bêtise, même s'il infligeait des maux à une autre personne comme dans l'exemple décrit. D'abord, les adultes devaient observer exactement pour comprendre ce qui préoccupait Marvin. Lorsqu'on comprit quelle était sa logique individuelle, il fallait conduire Marvin dans son apprentissage afin de corriger son erreur dans ce domaine. En même temps, il a pu corriger sa manière peu habile de réagir grâce au fait que les adultes lui ont parlé et ont éveillé en lui de la compassion pour celui à qui il avait causé du tort. Marvin devait également apprendre comment on pouvait réparer un dommage causé. Dans la mesure où Marvin a accepté qu'il pouvait faire des fautes, son attitude agressive s'est estompée.

Dans toutes ces situations, un comportement hostile s'était développé par erreur parce que celui-ci semblait être efficace. Les punitions ne prennent souvent pas en compte l'essentiel. L'enfant a en plus besoin d'un soutien dans sa manière de gérer ses impulsions, sa volonté et ses erreurs.

La conduite dans l'éducation – qu'est-ce que cela veut dire?

La plupart du temps, les parents réfléchissent sur la meilleure attitude à adopter dans des situations difficiles. Ce n'est pas la question de savoir comment ils doivent se comporter qui se trouve au centre de l'intérêt mais plutôt celle de savoir que l'enfant s'oriente d'après l'adulte et qu'il est nécessaire de l'éduquer. Sachant leur importance par rapport à leurs enfants, ils peuvent en façonner l'éducation.

Premièrement, les parents ont besoin d'une assurance intérieure vis-à-vis de l'enfant. Cette assurance conquise, l'éducation des enfants prend forme de manière sensée et durable. Cette assurance intérieure est liée à la relation, à l'attachement avec l'enfant. Les enfants commencent à apprendre de leurs parents, de leurs éducatrices, de leurs maîtresses et maîtres, si les adultes les conduisent activement vers eux, leur donnent une orientation. C'est seulement sur le fondement de cette relation stable et solide que l'éducation se laisse façonner.

La théorie de l'attachement expose clairement que les parents sont la base et le centre absolu à partir duquel leurs enfants découvrent le monde. Ils sont le soutien que les enfants retrouvent quand l'enfant est incertain, dans le besoin ou révolté. C'est ce qu'ils doivent être dès la naissance et ils le resteront pendant toute l'enfance et l'adolescence de leurs enfants. Ils sont – de manière idéale également encore au début de l'âge adulte – le soutien et la base vers lesquels leurs enfants peuvent revenir en temps de détresse afin de puiser de la force pour accomplir les prochaines étapes. Les parents donnent de l'assurance à leurs enfants et les encouragent à oser quelque chose de nouveau. Ils sont pour leurs enfants un havre irremplaçable et un point de repère. Tout cela n'est pas une question de technique ou de recette. C'est une question d'orientation intérieure du père, de la mère,

Suite page 12

Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

❑ Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €

❑ Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €

❑ Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €

❑ Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.

Nom / Prénom:

Rue / Nº:

NPA / Localité:

Téléphone:

Date / Signature:

A retourner à: *Horizons et débats,* case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich

«Ces quelques travaux ménagers se font d'eux-mêmes ...»

par Hedwig Schär, formatrice de femmes au foyer

Les conditions économiques, sociales et politiques générales ont des effets, en miniature, sur l'économie domestique. Mais un ménage bien tenu, la joie qui en résulte et une vie familiale intacte sont une source d'énergie importante et un antidote à la morosité que l'on peut éprouver en regardant la situation mondiale.

«Ces quelques travaux ménagers se font d'eux-mêmes», prétend le mari de la chanteuse, dans un tube des années 70.

C'est vrai qu'il y a aujourd'hui des nouvelles machines qui facilitent toujours plus le travail ménager. La machine à laver, à elle seule, vous épargne le jour de lessive d'autrefois. L'aspirateur rend également de grands services pour le nettoyage des chambres, la hotte d'aspiration évite que la cuisine devienne sale et graisseuse lors de la préparation des repas, et les nouveaux produits et matériels d'entretien, même s'ils contiennent souvent des détergents trop forts, permettent de faire le travail mieux et plus vite. Malgré cela, le ménage ne se fait pas de lui-même!

C'est avec ce même type d'arguments, à savoir que le ménage devient de plus en plus facile à faire, que l'enseignement ménager est réduit année après année, selon la tactique des tranches de salami. On dégage ainsi du temps pour des matières telles que l'informatique et l'anglais, matières considérées comme très importantes pour l'insertion dans le monde actuel. Cependant, l'expérience quotidienne montre que cette addition ne tombe pas juste. De plus en plus de femmes ne savent plus cuisiner. Elles, ainsi que beaucoup d'hommes, savent peut-être vous servir un repas de plusieurs plats, précuits et achetés dans un rayon de spécialités; mais elles ne savent pas préparer, au quotidien, en vingt ou trente minutes et avec les produits à disposition, un repas bon marché, savoureux et sain, que l'on mangera en famille. Il leur est devenu étranger d'avoir un stock alimentaire et de s'en servir. Beaucoup de mères ne réussissent plus à organiser le ménage avec joie et à préparer à temps le repas convivial au cours duquel les membres de la famille pourront partager les événements quotidiens et discuter de toute chose. La conséquence en est la dissolution des structures familiales solides et l'isolement de beaucoup de femmes de familles. Il y a, surtout en région urbaine, peu d'occasions naturelles de communiquer et de parler. Même les achats, on peut les faire dans un hypermarché ou bien à l'aide de l'ordinateur.

Améliorer les connaissances de cuisine

Une campagne publicitaire lancée récemment affirme que la composition de la nourriture n'est pas bonne, sans parler du manque d'exercice physique. Des brochures sur papier glacé somptueux vont motiver les gens à respecter les bonnes règles de la pyramide alimentaire. Comment suppose-t-on que cela va fonctionner si les connaissances en matière de cuisine et de nutrition diminuent constamment? Comment peut-on préparer de bons plats savoureux si l'on ignore quelle préparation conserve les précieuses vitamines, où sont cachées les matières grasses, ou quelle est la composition d'un repas sein? Aujourd'hui, on ne sait presque plus ce qu'est un produit saisonnier. On peut, par ailleurs, acheter à peu près n'importe quels fruits ou légumes provenant de n'importe quel coin du monde. C'est un non-sens écologique. Dans le canton de Thurgovie, le canton des pommes par excellence, on offre dans les rayons des pommes de Nouvelle-Zélande. C'est une idiotie de la mondialisation!

Le ménage est le grand domaine de la femme où elle peut agir – en organisant son domicile, s'occupant de toute la famille, créant une bonne atmosphère, donnant l'exemple, guidant les enfants, fière de son travail accompli. (photo caro)

Ces connaissances fondamentales d'alimentation ne peuvent pas non plus être acquises dans les émissions télévisées de cuisine qui connaissent actuellement un grand succès. Regarder ne suffit pas! Ces connaissances, il faut les pratiquer et les employer.

«Convenience food»

En même temps que la formation à une alimentation saine diminue, l'offre de produits préfabriqués augmente massivement. La Migros, un grossiste suisse, a augmenté sa gamme de tels produits de 280 à 400 pendant les dernières six années. C'est une adaptation de l'offre à la demande.

Beaucoup de plats cuisinés contiennent des matières qui les stabilisent, les conservent ou rendent la couleur plus appétissante. Certaines de ces matières («E») sont cancérogènes, et ce n'est pas encore établi qu'il n'y a pas de rapport entre les allergies, dont le nombre est en augmentation, et ces produits. Ce développement a aussi un coût. Par exemple (prix Coop), un sachet de graines de carottes coûte 2,70 sFr. et produit plusieurs kilos de carottes (un sachet contient une quantité innombrable de graines). Un kilo de carottes au rayon coûte 2,20 sFr. Pour des carottes coupées en morceaux, on paie 2,95 sFr. les 400 grammes, c'est-à-dire 8,40 sFr. le kilo; 200 grammes de carottes râpées (biologiques) coûtent 2.70 sFr., c'est-à-dire 13,50 sFr. le kilo. Et ne parlons pas de la perte de vitamines qui résulte du coupage, de la dégradation due à la longue conservation ou des épluchures.

Autre exemple: 500 gr de Spätzli prêts à la consommation coûtent 2,90 sFr. Cette quantité suffit à environ deux personnes. Si l'on prépare les Spätzli soi-même, il faut deux œufs à 0,50 sFr., de l'eau, du sel et 160 gr de «Dunst» à 0,30 sFr. environ. Un kilo de spätzlidunst revient à 1,80 sFr. (Dunst, c'est le degré de finesse du blé moulu, un peu plus fin que la semoule et un peu plus gros que la farine.) La quantité d'énergie électrique est la même dans les deux cas, puisqu'aussi bien les Spätzli préparés à la maison que ceux vendus prêts à la consommation doivent être chauffés avant la consommation. La préparation coûte donc moins de la moitié du produit acheté en vente. Pour un ménage de deux personnes cela n'a pas tellement d'importance, mais pour une famille cela compte.

L'économie générale commence par l'économie domestique. Un grand pourcentage des ventes se fait en rapport avec le ménage. C'est donc aussi une question d'argent. Les produits préfabriqués sont beaucoup plus chers que les produits de base. Mais il n'y a pas que cela. Un exemple: Les morceaux de viande à courte cuisson préparés pour être grillés sur un barbecue sont plus chers que ceux à longue cuisson. Il faudrait prendre le temps de préparer de la viande pour le pot-au-feu et aussi savoir le faire. De plus il est inutile de manger de la viande chaque jour. Deux fois par semaine, cela suffit largement pour une bonne alimentation. Quand on choisit les ingrédients du menu, on peut donc épargner beaucoup!

L'importance de l'enseignement ménager

L'enseignement ménager, à mon avis, est aussi important que l'enseignement du calcul, de la lecture et de l'écriture. On y apprend des techniques culturelles fondamentales et l'école devrait y consacrer autant de temps qu'autrefois. En plus, il faudrait offrir beaucoup de cours de ce genre dans la formation des adultes.

L'enseignement ménager est un enseignement étendu, un enseignement appliqué. Il concerne:

- la langue maternelle et la compréhension de texte parce qu'on lit des recettes et des modes d'emploi;
- la chimie et la physique quand on apprend la préparation des repas, la science de la nutrition, la science des matières premières, la lessive et le nettoyage;
- l'économie et les mathématiques lorsqu'on fait le budget et les achats;
- la biologie dans la chimie alimentaire;
- l'instruction civique lorsqu'il s'agit de créer une atmosphère positive pour la famille;
- la méthode de travail et la gestion du temps quand on organise les divers travaux et quand il s'agit de la prévention des accidents;
- la médecine lors des soins aux malades et la science de la nutrition;
- l'art quand il s'agit d'installer et de meubler le domicile;
- les techniques textiles et non textiles lorsqu'on raccommode ou entretient les vêtements;
- l'écologie, pour le travail dans le ménage et les achats respectueux de l'environnement
- la politique (la mondialisation), lors des achats

Lorsqu'on réfléchit bien, l'économie domestique est d'une grande importance dans notre vie. Il faudrait cependant qu'on lui donne à nouveau ce poids dans la formation!

Une nouvelle qui fait plaisir à entendre vient du canton de Zurich. Le cours de trois semaines pour les élèves du lycée (école cantonale), la «Rübli RS» («école de recrues des carottes») va être réintroduite. C'est indiscutablement un pas dans la bonne direction.

Le ménage d'autrefois avait des avantages

Le jour de lessive, qui était si pénible autrefois, avait cependant une autre composante: Les femmes pouvaient parler entre elles, s'échanger. On travaillait dur, mais on entretenait ce faisant des contacts personnels. Quand les lits étaient étalés au soleil, il fallait installer des «Böckli» et il fallait tout transporter dehors. Tous, les enfants inclus, participaient à ces activités. Ils avaient une tâche utile, jouaient à cache-cache entre les «Böckli» et avaient beaucoup de plaisir.

Le travail et la responsabilité qu'assumaient les enfants proportionnellement à leur âge sont superflus aujourd'hui. Ainsi les capacités et les connaissances ne se transmettent plus en famille. Beaucoup d'enfants ne doivent plus aider à laver et à essuyer la vaisselle, puisque, dans tous les ménages, il y a un lave-vaisselle.

Est-ce que les problèmes moteurs déplorés aujourd'hui de plus en plus par les écoles auraient une cause dans cette perte d'activité des enfants qui aident moins et qui n'ont pas cet entraînement corporel précieux?

L'importance de la mère de famille

Le ménage est le grand domaine de la femme où elle peut agir – en organisant son domicile, s'occupant de toute la famille, créant une bonne atmosphère, donnant l'exemple, guidant les enfants, fière de son travail accompli. Tout ceci est indépendant de l'activité professionnelle. Beaucoup de femmes travaillent aussi en partie ou s'engagent dans une association, activités qui vont bien ensemble avec la famille. Le travail au sein de la famille est une question de joie, de conviction et de connaissance. Ainsi, un sentiment d'affinité dans la famille peut naître. L'atmosphère et l'organisation au foyer sont la carte de visite de la mère de famille! •

«Les enfants cherchent du soutien»
suite de la page 12

de l'éducateur quand ils sont conscients de leur importance pour leurs enfants.

En même temps, cette assurance comporte aussi la disposition des parents à entrer dans en conflit pour le résoudre avec l'enfant.

Les parents se trouvent devant la tâche de s'assurer le respect et la coopération des enfants. Si cela réussit, alors il est possible de renoncer à des mesures pédagogiques comme la corruption (par la récompense) ou la contrainte (par la menace ou la punition).

Conclusion

Les parents sont invités à méditer sur l'état de leur relation et à veiller à ce que l'attachement avec leur enfants reste fort. Si les parents réalisent qu'ils n'avancent pas sur un problème, il est utile de prendre contact avec des personnes expérimentées. Les parents remarquent très bien eux-mêmes si ce qui a été discuté aide ou pas. Dans l'éducation quotidienne, ils peuvent vérifier si cela leur est utile ou pas.

A long terme, il s'agit d'arriver à mieux se connaître et se comprendre soi-même ainsi que les enfants, car on réussit mieux à sortir de l'impasse.

Contre la violence, il vaut toujours mieux prendre position, que l'enfant soit auteur ou victime. •